



Rapport Annuel 2006



La maîtrise des Systèmes d'Information Médicaux Hospitaliers.



Rapport du Conseil de Surveillance	5
Rapport de gestion du Directoire	6
Autres filiales	11
Perspectives	12
Assemblée Générale Ordinaire	13
Résultats des cinq derniers exercices	14
Vie Boursière	17
Comptes consolidés du Groupe Medasys	
Bilan	18
Compte de résultat	19
Tableau des flux de trésorerie	20
Variation des capitaux propres	21
Annexe	22
Rapport des Commissaires aux Comptes	35
Comptes annuels de Medasys SA	
Bilan	36
Compte de résultat	37
Annexe	38
Rapport Général des Commissaires aux Comptes	50
Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes	51
Rapport du Président du Conseil de surveillance sur le contrôle interne	53
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le Rapport du Président du Conseil de surveillance	54
Organes de direction, de surveillance et de contrôle	55
Résolutions	59

I. RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance s'est réuni régulièrement tout au long de l'année pour suivre en détail l'activité de la société ainsi que les comptes relatifs à cette même période. Sa composition est restée inchangée cette année.

Nous rappellerons tout d'abord que 2006 a été la première année au cours de laquelle la totalité de l'activité de la société a été consacrée aux logiciels médicaux hospitaliers. Si le chiffre d'affaires ne reflète pas encore tout le potentiel de la société, le portefeuille de commandes a atteint un nouveau record fin décembre 2006 à 13,5 M€, en croissance de 22 % par rapport à 2005. Déjà l'an dernier ce même portefeuille avait cru de 23 %. L'essentiel de cette croissance 2006 provient du secteur des logiciels de Biologie qui a bondi de 150 %. En revanche, la collaboration en terme de solutions d'imagerie avec la société Hitachi Medical n'a pas généré le niveau d'affaires espéré. Enfin, dans le domaine du Dossier Médical Patient, la compétition entre les trois principaux intervenants, dont Medasys, s'est fortement intensifiée durant 2006 dans un marché où le nombre de projets hospitaliers a continué à progresser. Un des plus beaux succès de Medasys a été le contrat des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, en partenariat avec Thales.

Et début 2007, après un travail préparatoire qui s'est déroulé tout au long de 2006, Medasys a été retenu, en association avec Thales et General Electric, pour réaliser un des plus grands projets européens dans le secteur médical : le système d'information clinique de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Pour l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires IFRS 2006 consolidé a atteint 11,9 M€, inchangé par rapport à l'année 2005. Le résultat opérationnel courant dégage une perte de 916 K€, à comparer à un gain de 144 K€ l'an dernier et le résultat net consolidé se traduit par une perte limitée de 381 K€, à comparer avec un bénéfice de 3867 K€ l'an dernier mais qui résultait pour l'essentiel d'éléments exceptionnels liés à la cession de Medasys I. & S.

Au cours de l'année 2006, notre Conseil de Surveillance a continué d'examiner des opportunités de croissances externes proposées par le Directoire. Cependant aucun d'entre eux n'a présenté les caractéristiques opérationnelles et financières recherchées.

En ce début d'année néanmoins, la société Noesis, leader en analyse et traitement de l'image numérique, a pu être acquise dans de bonnes conditions. Avec l'important contrat de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris qui vient s'ajouter à un portefeuille substantiel et qui va mobiliser beaucoup des ressources de la société sur plusieurs années, toute l'attention va être dorénavant tournée sur la maîtrise de la croissance organique.

Le Conseil de Surveillance a, conformément à la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, examiné les comptes 2006, arrêtés par le Directoire, ainsi que le rapport de gestion afférent à cet exercice. Il a également pris connaissance des comptes consolidés. Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents.

L'an dernier, nous vous avons indiqué que la stratégie de long terme visant à faire de Medasys un leader des logiciels de santé était plus que jamais au cœur de nos réflexions de moyen terme. Nul doute que le partenariat avec la société Thales, qui a pris une dimension toute particulière depuis fin mars dernier, positionne Medasys au tout premier rang sur le marché des logiciels hospitaliers et devrait permettre un vif développement de l'activité dans les prochaines années.

A cette fin, Monsieur Jean-Marie Lucani a mis en place une nouvelle organisation qui s'est déjà mise au travail. En votre nom, notre Conseil souhaite à cette équipe une excellente réussite pour 2007 et les années suivantes !

Yves Couillard
Président du Conseil de Surveillance
13 avril 2007



Yves Couillard Jean Mounet
Alexis Westermann Gisèle Lucani Robert Berthoumieux

II. RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

Avril 1998, une date historique pour Medasys qui se voit confier la réalisation du Dossier Médical de l'Hôpital Européen Georges Pompidou. Elle marque l'avènement du concept de Production de Soins dans le domaine de l'informatique médicale en France.

Avril 2007, une nouvelle date mémorable pour Medasys qui, en association avec Thales et General Electric, a été retenu pour réaliser le Système d'Information Clinique de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris. Ce contrat, qui porte sur l'informatisation du plus grand ensemble hospitalier d'Europe, est la consécration d'une vision stratégique annoncée depuis longtemps. C'est aussi le résultat d'une démarche de persévérance et d'efforts continus.

Près de 10 ans de développement de logiciels, d'investissements humains et financiers, d'acquisitions d'entreprises et d'intégration technologique pour parvenir à faire de Medasys aujourd'hui non seulement le premier éditeur de systèmes d'information cliniques sur le marché national mais le seul à proposer une solution globale de production de soins à même de rivaliser, avec succès, avec les plus grandes sociétés étrangères, notamment américaines, et de contribuer à l'évolution des pratiques de la médecine française.

Ainsi, son logiciel DxCare est aujourd'hui le Dossier Médical Patient le plus répandu dans le monde hospitalier public français et le seul qui fonctionne au quotidien de façon opérationnelle et à grande échelle dans près d'une cinquantaine d'hôpitaux de toutes tailles en attendant d'être déployé dans les quarante établissements de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Ce métier, qui est de concevoir et déployer des outils performants pour améliorer la qualité des soins, a des exigences de fonctionnalité, de qualité, de fiabilité, de réactivité et de continuité dans le service que l'on ne rencontre que dans très peu de secteurs.

C'est en cela qu'il est passionnant.

Ce marché, qui a une barrière très élevée à l'entrée, nécessite de s'inscrire dans la durée. Medasys a, au cours de ces années, patiemment constitué le principal parc de références hospitalières en France et s'est doté des ressources assurant sa pérennité.

C'est en cela que l'entreprise a acquis une véritable valeur.

Jean- Marie Lucani
Président du Directoire



Après s'être affirmé en 2005 comme un pur éditeur de logiciels médicaux hospitaliers, Medasys s'est consacré tout au long de 2006 à conforter sa position de leader sur le marché et à se doter d'une nouvelle dimension, correspondant à ses objectifs. Dans ce cadre, les points marquants de l'exercice ont été :

- **Une poursuite des efforts en terme de R&D**

Les investissements en recherche et développement ont été accrus et sont passés de 2,7 M€ en 2005 à 2,9 M€ en 2006, soit 24% du chiffre d'affaires, ce qui place la société parmi les plus dynamiques de son secteur.

- **Une affirmation de l'image du Groupe**

D'un point de vue commercial, des efforts considérables ont été accomplis pour accroître la notoriété du Groupe et affirmer son image sur le marché face à des sociétés étrangères de bien plus grande taille et disposant de moyens importants. C'est ainsi que la participation de Medasys à Hôpital-Expo, le salon de référence de la profession, a été particulièrement remarquée.

La société a également été présente aux Journées Françaises de Radiologie et aux Journées Internationales de Biologie ainsi qu'à diverses manifestations locales.

- **Une croissance du carnet de commandes**

Les prises de commandes ont sensiblement progressé au cours des trois premiers trimestres dans la continuité de 2005. C'est ainsi qu'ont été obtenus de nombreux contrats notamment dans le secteur de la Biologie, dix établissements ayant adopté DxLab en 2006, parmi lesquels le CHU de Tours, le CH d'Orange et l'Hôpital Antoine-Béclère (AP-HP) à Clamart. Dans le domaine du Dossier Médical Patient, Medasys a notamment gagné le projet des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg.

Toutefois, l'imagerie a marqué un retrait, dû en grande partie à ce que les prévisions de volume d'affaires avec Hitachi Medical ne se sont pas réalisées.

Un fléchissement s'est fait sentir au 4^e trimestre par suite de l'âpre compétition exercée par les concurrents américains à la recherche de sites de références. Alors que l'activité de la filiale japonaise a augmenté, celle de la filiale belge a décliné.

Aussi, la croissance des commandes sur l'année s'établit à près de 10%, en deçà des objectifs attendus.

De son côté, le carnet de commandes, incluant les contrats de maintenance, a atteint un nouveau haut historique de 13,5 M€.

- **Un chiffre d'affaires stable**

Bien que le carnet de commandes se soit étoffé, le chiffre d'affaires, 11,9 M€, est demeuré étonnamment stable par rapport à 2005, la société demeurant largement tributaire du calendrier de déploiement de ses clients.

Afin d'accélérer, dès 2007, le développement du Groupe à un moment où l'informatique hospitalière entre dans une phase d'essor tant en France qu'à l'étranger, le Directoire a initié, fin 2006, un plan, qui s'est traduit par :

- **Un renforcement de l'équipe de direction**

De façon à assurer une meilleure coordination entre les services commerciaux, projets et support clients, ceux-ci ont été regroupés sous une seule autorité.

La direction Commerciale a été réorganisée dans un concept d'ensemble couvrant la Biologie, la Radiologie et les Systèmes d'Information Cliniques.

Cette même vision transversale a été appliquée à la direction R&D qui s'est vue renforcée. La Stratégie Produit devient une direction à part entière dépendant directement du Président du Directoire.

Enfin, il est créé une direction des Activités Internationales.

La mise en œuvre de ce plan a nécessité des restructurations qui ont pesé sur les comptes de l'exercice.

- **L'acquisition de Noesis**

Avec l'entrée, en janvier 2007, de Noesis au sein du Groupe, Medasys s'est significativement renforcé dans le domaine de l'image numérique. Cette société développe des solutions de pointe à destination des laboratoires scientifiques et industriels pour l'analyse des images. Ses clients sont pour l'essentiel d'importantes institutions de recherche (INSERM, IFREMER, CNRS,...) ainsi que des grandes sociétés internationales (Sanofi, Servier, Glaxo, Total,..). Elle emploie 10 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 900 k€.

Noesis apporte à Medasys les fondements algorithmiques lui permettant de conforter son acquis technologique dans le traitement et la diffusion des images, notamment 3D.



Photo Claude Lepère - Paris

Medasys à Hôpital Expo 2006

- **L'emménagement dans de nouveaux locaux**

La société dispose depuis le 1^{er} avril 2007 de 2000 m² de bureaux dans un immeuble indépendant situé à proximité de son ancien siège. Dans ces nouveaux locaux modernes et fonctionnels elle disposera de salles de réunion destinées à la formation des utilisateurs.

Dans une optique de collaboration plus étroite et plus efficace entre les sociétés du groupe, Noesis a rejoint Medasys dans ses nouveaux locaux tout en conservant une implantation à Grenoble.



- **Des ratios financiers sains**

La marge brute s'est maintenue à un niveau élevé, proche de 90%. Les charges d'exploitation ont été réduites, mais les frais de personnel ont subi les coûts de restructuration évoqués ci-dessus. La dotation aux amortissements a sensiblement augmenté. Le résultat net des activités poursuivies s'établit à <0,4> M€ à comparer à un profit de 0,5 M€ en 2005. Les équilibres du bilan demeurent favorables, la trésorerie nette ressortant en excédent de 2,1 M€.

- **Une persévérance récompensée**

Au-delà de la reconnaissance de sa technologie, le contrat de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, confère à Medasys un prestige incontestable qui lui ouvre des perspectives prometteuses.

Ainsi, tous les éléments sont désormais réunis pour permettre à Medasys d'aborder en 2007, sur des fondements solides, une nouvelle étape d'expansion.

Comptes consolidés

En dépit de la hausse des commandes enregistrées au cours des deux exercices écoulés, le chiffre d'affaires, 11,9 M€, s'est maintenu étale par rapport à 2005, en raison des délais de déploiement des projets.

Les frais de recherche et développement immobilisés au cours de l'exercice se sont élevés à 2,9 M€ et les amortissements correspondants à 2,3 M€ à comparer respectivement à 2,7 M€ et 1,7 M€ en 2005.

L'augmentation des frais de personnel est due en grande partie aux coûts de restructuration intervenus en fin d'exercice et n'a pu être que partiellement compensée par la baisse des charges d'exploitation.

En conséquence, le résultat opérationnel courant ressort en perte de <0,9> M€ en regard d'un profit de 0,1 M€ en 2005. L'effectif, 125 collaborateurs en fin d'année, s'est légèrement contracté d'un exercice à l'autre.

Le résultat financier est neutre.

Après prise en compte d'un crédit d'impôt recherche de l'ordre de 0,6 M€, le résultat net des activités poursuivies se traduit par une perte de <0,4> M€ contre un gain de 0,5 M€ en 2005. De même, le résultat net ressort à <0,4> M€.

Compte de résultat consolidé

€'000	IFRS Exercice 2006	IFRS Exercice 2005
Chiffre d'affaires	11 938	11 865
Marge brute	88%	91%
Résultat opérationnel courant	<916>	144
Résultat net revenant au Groupe	<381>	3 867

Bilan consolidé

€'M	IFRS 31.12.06	IFRS 31.12.05	IFRS 31.12.06	IFRS 31.12.05
Actif non courant	12,0	11,0	Capitaux propres	14,2
dont Immobilisations	6,8	6,2	dont Résultat	<0,4>
dont Ecart d'acquisition	3,8	3,8	Passif non courant	1,1
Actif courant	10,9	11,4	Passif courant	7,6
dont Trésorerie	3,6	5,8	dont Dettes financ. < 1 an	1,5
Total de l'actif	22,9	22,4	Total du passif	22,9

Tous les équilibres du bilan sont favorables. Les fonds propres représentent 1,01 € par action.

Medasys SA

Le chiffre d'affaires de Medasys SA, ressort à 10,7 M€, quasiment étau par rapport à celui de l'année dernière qui s'était élevé à 10,8 M€.

En plus du chiffre d'affaires, les produits d'exploitation comprennent un montant de frais de R&D activé à hauteur de 2,9 M€, légèrement supérieur à celui de 2005 qui s'élevait à 2,8 M€.

Après 2,4 M€ de dotations aux amortissements, à comparer à 2,0 M€ en 2005, le résultat d'exploitation se traduit par une perte de <1,2> M€ à comparer à <0,8> M€ en 2005.

Le résultat financier, <204> k€ résulte pour l'essentiel, de la dépréciation des titres de la filiale belge.

Compte de résultat

€'000	31.12.06	31.12.05
Chiffre d'affaires	10 715	10 821
Total des produits d'exploitation	14 131	14 600
Achats consommés	411	353
Autres achats et charges externes	3 585	4 430
Impôts	329	282
Charges de personnel	8 547	8 356
Dotations aux amortissements et provisions	2 441	1 976
Résultat d'exploitation	<1 182>	<797>
Résultat financier	<204>	1 092
Résultat courant	<1 386>	295
Résultat exceptionnel	548	<4 273>
Impôt sur les bénéfices	588	326
Résultat net	<250>	<3 652>

Le résultat exceptionnel, qui était fortement négatif en 2005 en raison des conséquences comptables de la cession des filiales d'infrastructure informatique, se traduit par un gain de 548 k€ correspondant, d'une part, à la prise en compte de l'indemnité de résiliation accordée par la Cour d'Appel et à la reprise de provisions, et, d'autre part, aux honoraires liés au litige ainsi qu'aux coûts de restructuration du service commercial.

Après constatation d'un crédit d'impôt recherche de 0,6 M€, le résultat net dégage une perte de <250> k€, à comparer à une perte de <3,7> M€ en 2005.

Bilan

(€'000)	31.12.06		31.12.05		
Actif			Passif		
Actif immobilisé	7 615	7 051	Capitaux propres	11 128	11 378
Stocks et en-cours	180	177	Provisions	428	439
Clients & autres créances	7 522	5 657	Dettes financières	1 555	1 089
Disponibilités	3 578	5 483	Fournisseurs	1 803	1 780
Comptes de régularisation	173	211	Dettes fiscales et sociales	3 769	3 548
			Autres dettes	212	182
			Comptes de régularisation	173	163
Total	19 068	18 579	Total	19 068	18 579

Informations sociales

A périmètre constant, les sous-traitants en équivalent temps plein ont représenté cinq personnes en 2006 à comparer à sept personnes en 2005.

L'ensemble des effectifs équivalent temps plein, intégrant les sous-traitants, ont baissé de huit personnes par rapport à 2005 pour s'établir à 136 personnes en 2006.

L'augmentation moyenne des salaires au cours de l'exercice 2006 s'est établie à 2%. Elle avait été de 2,5% en 2005

Effectif moyen équivalent temps plein

(en nombre de salariés)	2006	2005	2004
Hommes	94	97	94
Femmes	38	43	42
Total	132	140	136
<i>dont sous-traitants</i>	5	7	3

Au cours de l'année 2006, le nombre d'heures consacrées à la formation s'est établi à 987 heures, à comparer à 1 508 heures en 2005 et 1 072 en 2004.

Medasys Sprl (Belgique)

Alors que les perspectives semblaient encourageantes, l'activité commerciale de la filiale belge s'est révélée décevante. Avec un chiffre d'affaires de 382 k€ en 2006 à comparer à 600 k€ en 2005, le résultat s'est sensiblement dégradé, la perte d'exploitation ressortant à <176> k€ contre <37> k€ un an auparavant et ceci en dépit de frais de structure réduits. Dans ce contexte, une réorganisation est intervenue en fin d'année qui a vu le rattachement opérationnel de la filiale à la maison-mère avec une réduction de l'encadrement. Le coût de ces mesures a pesé de <269> k€ sur le résultat du Groupe.

Medasys Inc. (USA)

La filiale américaine n'exerce plus aucune activité.

Medasys Ltd (Japon)

Les facturations de la filiale japonaise en 2006, 170 MJPY (env. 1,2 M€) ont progressé de près de 20% par rapport à celles de 2005 qui étaient de 142 MJPY (env. 1 M€) pour retrouver le niveau de 2004 où elles s'établissaient à 169 MJPY (env. 1,3 M€). Toutefois, la société n'a dégagé qu'un résultat équilibré à comparer à 8 MJPY (env. 60 k€) en 2005, par suite de la baisse de sa marge brute en raison d'une proportion plus importante de matériel dans ses ventes.

Medasys Ltd. déploie patiemment une stratégie de partenariats avec de grands constructeurs d'équipements de diagnostic à qui il fournit les logiciels d'imagerie.

Les prévisions pour 2007 demeurent favorables, l'économie nipponne profitant de l'essor spectaculaire de la Chine et se préoccupant du vieillissement de sa population.

PERSPECTIVES °

2007 devrait marquer le début d'une nouvelle étape majeure pour Medasys.

La conjonction de deux facteurs déterminants conforte cette perspective.

1/ Le décollage tant attendu du marché de l'informatique médicale semble enfin se confirmer. Parmi les signes encourageants, on peut souligner l'intérêt récent porté par les grands groupes internationaux, tels Microsoft, Intel ou Cisco pour tout ce qui concerne l'application des Technologies de l'Information et de la Communication à la santé. On peut également noter le retour de sociétés comme IBM ou HP sur ce marché. Ces entreprises voient là un marché en friche qui leur permettrait de conserver des taux de croissance à deux chiffres au cours de la prochaine décennie. En effet, la santé est le seul secteur économique qui, au plan mondial, n'a pas encore véritablement tiré bénéfice des potentialités offertes par les TIC.

En ce qui concerne la France, une prise de conscience de la nécessité d'informatiser le système de santé et notamment les hôpitaux, au-delà des seuls aspects administratifs, commence à se manifester.

Ainsi le nombre d'appels d'offres pour des systèmes d'informations cliniques hospitaliers est en augmentation.

2/ Après s'être concentré, en 2005, sur son métier d'éditeur de logiciels, Medasys a beaucoup investi en 2006 pour asseoir sa notoriété et consolider ses acquis technologiques. En fin d'exercice, la société s'est renforcée et s'est réorganisée pour aborder 2007 dans les meilleures conditions. Disposant par ailleurs de moyens financiers importants, le Groupe est désormais prêt pour participer largement à la phase d'essor prévue par les organismes de prévision.

Pour l'année en cours, possédant un carnet de commandes équivalent à une année pleine d'activité, Medasys a prévu un chiffre d'affaires de 14,3 M€, en croissance de 20%.

Au premier trimestre, cet objectif a été atteint, le chiffre d'affaires consolidé, incluant les ventes de Noesis, s'étant établi en progression de 21% à 3,4 M€. A périmètre constant, la hausse a été de 7,3%.

Le lancement en mai 2007 du progiciel intégré DxCare One, destiné aux établissements de santé de petite et moyenne taille, et les récents succès obtenus, qui viennent de consacrer les efforts déployés depuis de nombreuses années ne peuvent qu'accélérer la dynamique du Groupe.

° non-revu par les Commissaires aux Comptes

III. ASSEMBLEE GENERALE DU 29 MAI 2007

Résolutions proposées à l'Assemblée Générale

Affectation du résultat

Le Directoire propose d'affecter le résultat social de l'exercice :

- soit :	<250 015,71> €
- augmenté du report à nouveau :	<24 908 490,74> €
- au report à nouveau, se trouvant ainsi porté à :	<25 158 506,45> €

Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois exercices précédents.

Conventions réglementées

Convention autorisée au cours de l'exercice

Sur autorisation du Conseil de surveillance en date du 26 octobre 2006, la société a attribué à Madame Gisèle Lucani, membre du conseil de surveillance, une rémunération exceptionnelle d'un montant de 3.000 € au titre de la mission qui lui a été confiée dans le cadre de sa participation à l'installation du système d'exploitation dans un hôpital en Norvège.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Le conseil de surveillance a reconduit les dispositions relatives à l'octroi aux membres du directoire d'une indemnité forfaitaire égale à une année de leur rémunération, toutes primes incluses, au cas où il serait mis fin à leurs fonctions, les amenant à quitter le Groupe pour toute autre raison que faute grave.

L'assemblée générale extraordinaire du 19 mai 2006 avait donné délégation de compétence au directoire à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social dans la limite de 10% en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital lorsque les dispositions de l'article L225-148 ne sont pas applicables. Cette délégation, dont aucune utilisation n'a été faite à ce jour va expirer fin juillet 2008, à l'issue de la période de validité fixée à 26 mois.

Par ailleurs, le programme de rachat des actions de la société, autorisé lors de l'assemblée générale du 19 mai 2006 devenant caduc à son terme, en novembre 2007, sans avoir été mis œuvre à ce jour, la 8^e résolution autorise le Directoire à opérer sur ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat soumis au visa de l'Autorité des Marchés Financiers à l'initiative de la société et ce pendant une période de 18 mois à dater de la présente assemblée.

Enfin, les 6^e et 7^e résolutions concernent le renouvellement de mandats de Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant qui viennent à échéance à l'issue de la présente assemblée.

Medasys s.p.r.l.

Convention de gestion

Medasys SA a conclu avec sa filiale belge une convention de gestion lui confiant la Direction générale, financière et administrative de cette dernière.

Cette convention d'une durée d'un exercice social, renouvelable, est rémunérée à un taux de 4% du chiffre d'affaires.

Les produits comptabilisés au titre de cette convention en 2006 se sont élevés à 14 200 €.

Convention de moyens logistiques

Medasys SA a conclu avec sa filiale belge une convention de moyens logistiques prévoyant une mise à disposition de moyens matériels et humains nécessaires aux activités de cette dernière, notamment dans le domaine commercial.

Cette convention d'une durée d'un an, renouvelable est rémunérée en fonction des prestations effectuées et n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2006.

Convention de trésorerie

Medasys a conclu avec sa filiale belge une convention de trésorerie prévoyant la mise à disposition réciproque des excédents de trésorerie.

Cette convention d'une durée d'un an, renouvelable, est rémunérée au taux de 4 % l'an.

Les produits comptabilisés au titre de cette convention en 2006 se sont élevés à un montant de 4 526 €.

Résultats des cinq derniers exercices

€'000	2002	2003	2004	2005	2006
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	21 317	21 317	21 317	21 317	21 317
Nombre d'actions ordinaires	13 983 115	13 983 115	13 983 115	13 983 115	13 983 115
Nombre maximum d'actions à créer par droits de souscription et options	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 252 500
Opérations et résultats, effectifs					
Chiffre d'affaires hors taxes	22 950	13 167	12 372	10 821	10 715
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	5 954	3 842	835	<1 206>	1 452
Impôt sur les bénéfices	14	19	<166>	<326>	<588>
Dotations et reprises aux amortissements et provisions	3 841	1 703	<172>	2 772	2 290
Résultat net	2 099	2 120	1 173	<3 652>	<250>
Montant des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
Résultats des opérations par action (€)					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	0,42	0,27	0,07	<0,06>	0,15
Résultat après impôt, participation, dot. amortissements et provisions	0,15	0,15	0,08	<0,26>	<0,02>
Dividende attribué	-	-	-	-	-
Personnel					
Effectif moyen (<i>en nb. de salariés</i>)	197	126	123	124	117
Masse salariale	7 279	5 968	5 954	5 888	6 016
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales,...)	3 036	2 407	2 582	2 469	2 531

Inventaire des valeurs mobilières

€'000	Nombre de titres	Valeur d'inventaire
Participations non cotées		
Medasys Digital Systems Sprl (Belgique)	99	-
Medasys Digital Systems Inc (USA)	466 670	-
Medasys Ltd. (Japon)	24 000	171
sous-total		171
Autres formes de participation		
Actions Medasys SA du contrat de liquidité liquidité	-	-
sous-total		-
Valeurs mobilières de placement		
HSBC AM Trésorerie euro	47	888
HSBC Crois Euro	3 000	297
HSBC Certificat de dépôt	1	1 000
Natexis Sécurité jour	3	153
Banque Populaire Certificat de dépôt	1	750
sous-total		3 088
Total		3 259

Facteurs de risque

Taux de change

Medasys exerce l'essentiel de son activité en Europe, sans risque majeur de change, la plupart des transactions étant effectuées en €. Pour la part effectuée hors d'Europe, qu'il s'agisse des USA et du Japon, les facturations sont effectuées en US \$ ou JPY. N'étant pas exposé de façon significative à des risques de change, le Groupe n'a pas mis en place de couverture systématique de ses opérations.

Risque de taux

Les charges financières représentent 1,2% du chiffre d'affaires de Medasys SA. L'endettement, relativement faible, du Groupe, 1,6 M€, au regard de ses disponibilités, ne nécessite pas de couverture du risque de taux, d'autant que la plus grande partie des crédits court terme sont basés sur le taux de l'Euribor. Une variation brutale et importante de ce dernier affecterait certes le coût financier de l'affacturage, qui représente l'essentiel des charges, mais son impact serait néanmoins progressif et gérable.

Autres risques financiers

- Exposition au risque de liquidité

Les emprunts bancaires ne sont soumis à aucun « covenants ». Les crédits bancaires correspondent à des crédits de trésorerie.

- Exposition au risque d'actions

Consécutivement à la cession du solde de l'autocontrôle le 28 février 2005, le risque relatif au portefeuille d'actions propres a disparu. Les placements en OPCVM sont effectués sur des obligations AAA à l'exclusion de toutes actions.

Acquisition et cession par la société de ses propres actions

Le 28 février 2005 Medasys a cédé la totalité du solde de son autocontrôle, soit 380 843 actions à Hitachi Medical Corp. qui a ainsi porté sa participation de 5,4% à 8,1%. En effet, Hitachi détenait déjà 750 000 actions acquises auprès de Medasys fin décembre 2004 dans le cadre de la cession d'une première tranche de l'autocontrôle.

La transaction s'est réalisée au prix de 2,26 € par action pour un montant brut de 860 705,18 €. Après déduction de 4 303,53 € de courtage, le montant net encaissé ressort à 856 401,65 €.

Depuis cette date, n'ayant pas mis en œuvre de programme d'achat, la société n'a pas acquis d'actions propres.

Répartition du capital et des droits de vote

Le capital de la société est de 21.317.121 €. Il est divisé en 13.983.115 actions, toute référence à la valeur nominale de ces dernières ayant été supprimée lors de la conversion du capital en € par le Directoire usant des pouvoirs qui lui ont été délégués par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 juin 2001 dans sa 10^e résolution.

A la connaissance de la société, l'actionnariat de Medasys, tel que recensé lors de l'assemblée générale du 19 mai 2006, était le suivant :

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Jean Marie*# et Gisèle° Lucani	466 227	3,33%	900 826	5,50%
Yves Couillard°	80 500	0,58%	80 500	0,49%
Robert Berthoumieux°	54 607	0,39%	109 214	0,67%
Alexis Westermann°#	179 751	1,29%	285 046	1,74%
Management de Medasys #	773 548	5,53%	1 520 596	9,29%
Consorts Hofmann	1 426 664	10,20%	2 296 664	14,03%
FCPR Plantagenet Capital Europe	1 250 133	8,94%	1 250 133	7,63%
Hitachi Medical Corp.	1 130 843	8,09%	1 130 843	6,91%
Medasys	0	0,00%	0	0,00%
Public	8 620 842	61,55%	8 799 973	53,74%
Total	13 983 115	100%	16 373 795	100%

* membre du directoire

° membre du conseil de surveillance

salarié à cette date

Les actions détenues en nominatif pendant une période de plus de deux ans disposant statutairement d'un droit de vote double, le nombre de droits de vote au 10 mai 2007 s'élevait à 16 463 337.

Marché des titres de la société

Evolution des cours et volumes traités

<i>Transactions*</i>					<i>Fiche technique</i>			
	Nombre de titres échangés	Capitaux traités (€)	Cours le + haut (€)	Cours le + bas (€)				
2006					Mnémonique	MED		
Janvier	517 382	931 559	1,95	1,71	Code Euroclear	005262		
Février	816 476	1 501 684	2,05	1,70	Code ISIN	FR0000052623		
Mars	1 739 163	3 395 195	2,23	1,74	Code Reuter	MDSY.PA		
Avril	969 441	2 053 934	2,24	2,02	Code Bloomberg	MED FP		
Mai	736 119	1 319 625	2,07	1,51	Code Datastream	F.MDS		
Juin	333 023	538 924	1,83	1,51	Marché de cotation	Eurolist compartiment C Euronext Paris		
Juillet	387 550	617 317	1,79	1,43		Catégorie	Continu B	
Août	327 339	569 787	1,85	1,61	Classification sectorielle		FTSE	Santé 446
Septembre	472 347	812 800	1,83	1,61		Eligibilité au PEA	Oui	
Octobre	659 257	1 049 918	1,75	1,49				
Novembre	436 736	644 428	1,53	1,42				
Décembre	1 277 852	2 084 050	1,80	1,38				
Synthèse 2006	7 394 833	12 385 253	2,24	1,38				
2007					Capital au 7 mai 2007	21 317 121 €		
Janvier	872 749	1 560 879	1,88	1,61	Nombre de titres ordinaires	13 983 115		
Février	436 254	742 215	1,78	1,55		Capitalisation au 7 mai 2007	26 987 411 €	
Mars	2 477 929	5 055 975	2,26	1,57				
Avril	996 454	1 958 835	2,04	1,85				
Mai (-> 7 inclus)	200 772	391 519	2,02	1,88				

Evolution du cours de l'action Medasys



* Source : Euronext Paris SA

4.1.1. Bilan consolidé

€'000			IFRS	IFRS	IFRS
			au 31.12.06	au 31.12.05	au 31.12.04
ACTIF		§			
Immobilisations incorporelles	4.1.5.4.1		6 099	5 493	5 446
Immobilisations corporelles	4.1.5.4.2		273	259	552
Immobilisations financières	4.1.5.4.3		474	495	614
Actif immobilisé			6 846	6 247	6 612
Ecarts d'acquisition	4.1.5.4.4		3 842	3 842	5 343
Actifs non courants destinés à être cédés					
Impôts différés actifs non courants	4.1.5.4.5				563
Créances à + d'un an	4.1.5.4.6		1 255	923	442
Total actif non courant			11 943	11 012	12 960
Stocks et en-cours	4.1.5.4.7		217	215	287
Clients et comptes rattachés	4.1.5.4.8		5 834	4 103	9 988
Autres créances à - 1 an	4.1.5.4.9		1 085	1 078	3 539
Trésorerie	4.1.5.4.10		3 641	5 774	3 834
Charges constatées d'avance			152	203	1 955
Total actif courant			10 929	11 373	19 603
Total de l'actif			22 872	22 385	32 563
PASSIF					
Capital	4.1.5.4.11		21 317	21 317	21 317
Primes			8 926	8 926	8 926
Réserves	4.1.5.4.11		<14 731>	<18 598>	<19 837>
Ecarts de conversion			<1 004>	<984>	<942>
Résultat de l'exercice			<381>	3 867	951
Total Capitaux propres, part du Groupe			14 127	14 528	10 415
Intérêts minoritaires			75	88	68
Provisions pour risques et charges	4.1.5.4.12		829	702	822
Emprunts et dettes financières + 1 an	4.1.5.4.13		284	320	219
Fournisseurs et autres dettes + 1 an					
Total passif non courant			1 113	1 022	1 041
Provisions pour risques et charges					
Emprunts et dettes financières - 1 an	4.1.5.4.14		1 555	1 055	903
Fournisseurs et autres dettes - 1 an	4.1.5.4.15		5 973	5 657	18 604
Produits constatés d'avance	4.1.5.4.16		29	35	1 532
Total passif courant			7 557	6 747	21 039
Total du passif			22 872	22 385	32 563

4.1.2. Compte de résultat consolidé

€'000

		IFRS Exercice 2006		IFRS Exercice 2005		IFRS Exercice 2004	
	§						
Chiffre d'affaires	4.1.5.3.4	11 938	100%	11 865	100%	71 176	100%
Coût des ventes		<1 401>	-12%	<1 076>	-9%	<45 919>	-65%
Marge brute		10 537	88%	10 789	91%	25 257	35%
Autres produits ordinaires	4.1.5.5.1	3 378	28%	2 793	24%	2 857	4%
Autres charges d'exploitation		<3 199>	-27%	<3 335>	-28%	<8 314>	-12%
Impôts et taxes		<330>	-3%	<266>	-2%	<792>	-1%
Charges de personnel		<9 181>	-77%	<8 065>	-68%	<18 063>	-25%
Dotations et reprises aux amort. et aux prov.	4.1.5.5.2	<2 428>	-20%	<1 845>	-16%	<269>	-
Résultat opérationnel avant divers et impairment		<1 223>	-10%	71	1%	676	1%
Divers	4.1.5.5.4	307	3%	73	1%	309	-
Dépréciation du Goodwill							
Résultat opérationnel courant		<916>	-8%	144	1%	985	1%
Résultat financier	4.1.5.5.3	<38>	-	19	-	<375>	-1%
Résultat avant impôts		<954>	-8%	163	1%	610	1%
Impôt sur les bénéfices	4.1.5.5.5	587	5%	315	3%	222	-
Résultat net des activités poursuivies		<367>	-3%	478	4%	832	1%
Résultat net des activités abandonnées	4.1.5.5.6	<16>	-	3 409	29%	142	-
Part revenant aux minoritaires		<2>	-	20	-	23	-
Résultat net revenant au Groupe		<381>	-3%	3 867	33%	951	1%
Résultat net par action (en €)	4.1.5.5.7	<0,03>		0.28		0.07	
Résultat net dilué par action (en €)	4.1.5.5.7	<0,02>		0.24		0.06	
Résultat net des activités poursuivies par action (en €)	4.1.5.5.7	<0,03>		0.03		0.06	
Résultat net des activités poursuivies dilué par action (en €)	4.1.5.5.7	<0,02>		0.03		0.05	

4.1.3. Tableau des flux de trésorerie consolidés

€'000	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004
Résultat net des sociétés intégrées	<383>	3 887	974
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 384	1 849	271
Résultat net des activités abandonnées	<109>	<4 394>	<142>
Plus et moins values de cession d'éléments d'actif	1	58	207
Capacité d'autofinancement	1 893	1 400	1 310
Variation calculée du besoin en fonds de roulement	<1 446>	<1 454>	<103>
Variation du compte courant des activités abandonnées		<1 500>	
Variation du besoin en fonds de roulement	<1 446>	<2 954>	<103>
Trésorerie provenant des activités d'exploitation	447	<1 554>	1 207
Production immobilisée d'actifs incorporels (logiciels) et corporels	<2 887>	<2 675>	<2 368>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	<233>	<12>	<70>
Acquisitions d'immobilisations corporelles		<108>	<196>
Acquisition d'immobilisations financières		<29>	<87>
Produits sur cessions d'immobilisations		2	44
Investissements nets d'exploitation	<3 120>	<2 822>	<2 677>
Encaissements sur immobilisations	106	6	145
Acquisition d'actions d'autocontrôle			
Résultat net des activités abandonnées		6 759	142
Produits de cession d'action d'autocontrôle		860	1 605
Incidence des variations de périmètre		<956>	109
Trésorerie provenant des investissements	106	6 669	2 001
Remboursements d'emprunts	<40>	<286>	<148>
Nouveaux emprunts	476	358	
Variation des financements à court terme	27	183	130
Augmentation de capital			
Trésorerie produite par les opérations de financement	463	255	<18>
Charges à répartir			0
Impôt différé enregistré directement en capitaux propres		<572>	<99>
Incidence des variations de change et divers	<25>	<37>	<19>
Variation nette de la trésorerie	<2 129>	1 939	395
Disponibilités	1 315	3 413	2 207
Valeurs mobilières de placement hors autocontrôle	4 459	422	1 233
Trésorerie à l'ouverture	5 774	3 835	3 440
Disponibilités	554	1 315	3 413
Valeurs mobilières de placement hors autocontrôle	3 091	4 459	422
Trésorerie à la clôture	3 645	5 774	3 835
Décomposition de la variation de trésorerie	<2 129>	1 939	395

4.1.4. Variation des capitaux propres consolidés

Part du Groupe Exercice 2005 €'000	Solde au 01.01.05	Affectat. du résultat 2004	Augm.de capital en numér.	Auto- contrôle	Impôt différé	Autres variations	Résultat au 31.12.05	Solde au 31.12.05
Capital social	21 317							21 317
Primes d'émis, fusion & apport	8 926							8 926
<i>s/total</i>	<u>30 243</u>							<u>30 243</u>
Réserves consolidées	<19 068>	951		91	<572>			<18 598>
Autocontrôle	<769>			769				0
Réserves	<19 837>	951		860	<572>			<18 598>
Ecart de conversion	<942>					<42>		<984>
Résultat de l'exercice	951	<951>					3 867	3 867
Total	10 415	-	-	860	<572>	<42>	3 867	14 528

Part du Groupe Exercice 2006 €'000	Solde au 01.01.06	Affectat. du résultat 2005	Augm.de capital en numér.	Auto- contrôle	Apports, fusions	Autres variations	Résultat au 31.12.06	Solde au 31.12.06
Capital social	21 317							21 317
Primes d'émis, fusion & apport	8 926							8 926
<i>s/total</i>	<u>30 243</u>							<u>30 243</u>
Réserves consolidées	<18 598>	3 867						<14 731>
Autocontrôle	-							-
Réserves	<18 598>	3 867						<14 731>
Ecart de conversion	<984>					<20>		<1 004>
Résultat de l'exercice	3 867	<3 867>					<381>	<381>
Total	14 528	-	-	-	-	<20>	<381>	14 127

Part des Minoritaires Exercice 2005 €'000	Solde au 01.01.05	Affectat. du résultat 2004	Augm.de capital en numér.	Auto- contrôle	Apports, fusions	Autres variations	Résultat au 31.12.05	Solde au 31.12.05
Réserves consolidées	45	23						68
Ecart de conversion	0							0
Résultat de l'exercice	23	<23>					20	20
Total	68	-	-	-	-	-	20	88

Part des Minoritaires Exercice 2006 €'000	Solde au 01.01.06	Affectat. du résultat 2005	Augm.de capital en numér.	Auto- contrôle	Apports, fusions	Autres variations	Résultat au 31.12.06	Solde au 31.12.06
Réserves consolidées	68	20						88
Ecart de conversion	0					<11>		<11>
Résultat de l'exercice	20	<20>					<2>	<2>
Total	88	-	-	-	-	<11>	<2>	75

4.1.5. Annexe aux comptes consolidés

(Les montants sont exprimés en milliers d'Euros, sauf indication contraire)

4.1.5.1. Faits significatifs de l'exercice

Le chiffre d'affaires consolidé est demeuré étonnamment stable par rapport à l'année précédente. De son côté, la marge brute a légèrement diminué en raison d'une proportion accrue de matériel dans les ventes de la filiale japonaise.

Les mesures de réorganisation entreprises en fin d'année en vue de donner en 2007 une nouvelle dimension à la société ont pesé à hauteur de 600 k€ environ sur les comptes de l'exercice.

Comme indiqué dans le rapport de gestion, la filiale belge a fait l'objet d'une restructuration profonde qui a entraîné la plupart de ses activités, à l'exception des contrats de maintenance, à être considérées comme « abandonnées », le coût correspondant s'élevant à <269> k€.

De même, les charges liées au redéploiement du service commercial ont représenté un montant de 145 k€.

D'autre part, une reprise de provision de 213 k€ a pu être effectuée qui portait sur la cession des filiales d'infrastructures informatiques.

Enfin, la Cour d'Appel de Paris, lors de son audience du 29 novembre 2006, a tranché en faveur de Medasys dans un litige pour résiliation abusive de contrat qui l'opposait à PGP Belgique. Le montant de l'indemnité correspondante s'élève à 613 k€.

Par ailleurs, en application de la loi de Finance, une créance de Crédit d'Impôt-Recherche a été constatée à hauteur de 598 k€.

4.1.5.2. Règles et méthodes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'adoption des normes comptables internationales, les états financiers du Groupe Medasys au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 ont été établis pour la première fois, conformément au référentiel international IAS/IFRS applicable pour l'exercice 2005 et tel qu'adopté par l'Union Européenne.

La date de transition pour le Groupe Medasys a été fixée au 1^{er} janvier 2004. C'est à cette date que le bilan d'ouverture en IFRS a été préparé et que les impacts définitifs de la transition sont enregistrés en capitaux propres. La date d'adoption du nouveau référentiel par le Groupe est le 1^{er} janvier 2005, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005 sont présentés avec les informations financières comparatives 2004 établies suivant le même référentiel. Selon les dispositions prévues par la norme IFRS 1 relative à la première application des normes d'information financière internationales, le Groupe Medasys a retenu l'option de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004.

Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le Groupe Medasys doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe Medasys revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. L'évaluation des frais de développement, des fonds de commerce et des goodwill, les provisions pour risques et charges, les impôts différés sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

Evolution du référentiel comptable

Les normes et interprétations suivantes sont devenues applicables à compter du 1^{er} janvier 2006 :

- Amendement de la norme IAS 19 portant sur la comptabilisation des gains et pertes actuariels dans le calcul des engagements sociaux,
- Amendement de l'IAS 39 et l'IFRS 4 sur la couverture des flux de trésorerie relatifs aux transactions intragroupe futures et sur les garanties et financières,
- Amendement de l'IAS 39 sur la modification de l'option juste valeur,
- IFRS 6 relative à la « Prospection et évaluation de ressources minérales »

et n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Les normes et interprétations suivantes ne seront appliquées dans les comptes qu'à compter de 2007 :

- IFRS 7 « Informations à fournir sur les instruments financiers »,
- Amendement de l'IAS 1 relative aux informations complémentaires sur le capital,
- IFRIC 8 « Champ d'application d'IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions et assimilés »,
- IFRIC 10 « Etats financiers intermédiaires et perte de valeur »,
- IFRIC 11 « Plans d'option au sein du groupe ».

Le Groupe procède actuellement à une analyse des effets pratiques de ces nouvelles normes. Les impacts de ces textes sur les états financiers sont en cours de chiffrage.

4.1.5.2.1. Informations relatives aux méthodes

4.1.5.2.1.1. Comptabilisation des acquisitions

Les acquisitions de sociétés effectuées par échange d'actions ont été comptabilisées soit :

- a/ à leur valeur nette comptable, La société Ingénierie Solutions & Systèmes-Santé acquise lors de l'AGE du 28 décembre 2000.
- b/ au prix d'acquisition de leurs titres, les sociétés P.G.P. SA également acquise lors de l'AGE du 28 décembre 2000 et Infoconcept SA, acquise en juillet 2001.

Les écarts d'acquisition relatifs à ces deux dernières sociétés ont été sortis de l'actif au 31 décembre 2005.

Les acquisitions de sociétés effectuées en numéraire ont été comptabilisées au prix d'acquisition de leurs titres. Les sociétés concernées par cette méthode sont : Saric International, acquise le 10 novembre 2000, et Groupe Spring, acquise le 28 mai 2002 et sortie du périmètre au cours du 1^{er} semestre 2005.

En ce qui concerne les sociétés dont l'achat a été comptabilisé au prix d'acquisition des titres, la différence entre ce prix et la situation nette comptable de la société considérée à la date d'achat forme l'écart de première consolidation. Il comprend, d'une part, les écarts d'évaluation afférents à certains éléments identifiables qui sont ainsi réestimés pour les amener à la valeur retenue pour la détermination de la valeur globale de l'entreprise et, d'autre part, un solde non affecté intitulé « Ecart d'acquisition ».

4.1.5.2.1.2. Ecarts de conversion

Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent.

4.1.5.2.1.3. Résultat Divers

Le résultat divers est constitué par les charges et les produits résultant d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et dont on ne s'attend pas à ce qu'elles se reproduisent de manière fréquente ou régulière.

4.1.5.2.1.4. Résultat des activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées correspond à celui d'une ligne d'activité principale et distincte dont le Groupe s'est séparé.

4.1.5.2.2. Méthodes de consolidation**4.1.5.2.2.1. Critères de consolidation**

La méthode de consolidation retenue est celle de l'intégration globale directe, toutes les filiales étant détenues à 99 % ou plus, à l'exception de la filiale japonaise qui ne l'est qu'à hauteur de 66,67%.

Par suite des changements intervenus dans le périmètre de consolidation, la société Groupe Spring, renommée Medasys Infrastructure & Services, a été intégrée à partir du 1er juin 2002 et sortie du périmètre au cours du 1^{er} semestre 2005.

4.1.5.2.2.2. Dates d'arrêté des comptes

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur situation, arrêtée au 31 décembre, et retraitée le cas échéant en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.

4.1.5.2.2.3. Date d'effet des acquisitions et des cessions

L'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation est effective soit à la date d'acquisition des titres, soit à la date de prise de contrôle ou d'influence notable si l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois, soit à la date prévue par le contrat d'acquisition si celui-ci prévoit le transfert du contrôle à une date différente de celle du transfert des titres. La sortie d'une entreprise du périmètre de consolidation est effective à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.

4.1.5.2.2.4. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en € selon la méthode suivante :

- Les éléments d'actif et passif, sur la base des taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice;
- Les comptes de résultat, sur la base des taux moyens de change de l'exercice;
- Les écarts de conversion résultant de la variation entre les taux de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours, ainsi que ceux provenant de la différence entre taux de change moyen et taux de change à la clôture, sont portés en écarts de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

4.1.5.2.2.5. Opérations internes au Groupe

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées sont éliminées, ainsi que tous les résultats internes à l'ensemble consolidé.

4.1.5.2.3. Règles et méthodes d'évaluation**4.1.5.2.3.1. Ecarts de première consolidation**

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition (frais compris) des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont, le cas échéant, affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecarts d'acquisition », rattachés à des unités génératrices de trésorerie, et en application de la norme IAS 36, ils sont soumis à des tests d'évaluation annuels basés sur des analyses spécifiques établies en fonction des chiffres d'affaires générés par chaque activité pour détecter d'éventuelles pertes de valeur (impairment). Consécutivement à l'abandon de certaines activités, les écarts d'acquisition sur PGP SA pour 896k€ et Infoconcept pour 605 K€ ont été sortis de l'actif au 31 décembre 2005.

4.1.5.2.3.2. Immobilisations incorporelles

Les travaux de développement de logiciels dont les sociétés se réservent la propriété sont immobilisés à leur prix de revient directement attribuable lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le logiciel ou le procédé est clairement identifié et les coûts qui lui sont imputables peuvent être individualisés et mesurés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du logiciel ou du procédé peut être démontrée ;
- la société a l'intention de produire et de vendre ou d'utiliser le logiciel ou procédé ;
- l'existence d'un marché pour le logiciel ou le procédé peut être démontrée (ou son utilité pour la société en cas d'usage interne) ;
- des ressources suffisantes existent pour compléter ou commercialiser ou utiliser le logiciel ou procédé ;
- la rentabilité du logiciel peut être démontrée avec une probabilité suffisante.

Les frais de développement immobilisés sont amortis sur une durée de trois ans à compter de l'année de commercialisation. Dans le cas particulier de l'ensemble des versions relatives au projet Biocare (développé initialement par la société Saric, absorbée le 28 décembre 2000), le montant net des frais de développement engagés à la clôture de l'exercice, est pris en compte dans le cadre global de l'analyse spécifique effectuée par Medasys en vue de s'assurer que, tant l'écart d'acquisition constaté sur la société Saric, que les frais de développement inscrits à l'actif, ne nécessitent la comptabilisation d'une dépréciation.

Les licences et brevets sont amortis en 1 an.

Les autres actifs incorporels acquis lors d'opérations d'acquisition figurent pour leur montant comptable. A chaque clôture d'exercice, ils peuvent individuellement faire l'objet d'une dépréciation pour tenir compte de leur baisse de valeur éventuelle en fonction des éléments obtenus du marché.

Concernant les fonds de commerce, l'appréciation de leur valeur repose sur l'actualisation des critères définis au moment de leur acquisition : suivi des variations de ventes et de marge brute, réalisées et projetées pour chacun d'entre eux. Ils sont entièrement dépréciés au 31 décembre 2005.

4.1.5.2.3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition).

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée selon les différentes catégories d'immobilisations dont les principales sont les suivantes :

- Installations générales	5 ou 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	5 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	5 ans
- Matériel de transport	5 ans

4.1.5.2.3.4. Immobilisations financières

La valeur brute immobilisée est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée du montant de la différence.

4.1.5.2.3.5. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au prix de revient selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Une provision pour dépréciation est calculée à la clôture de la période considérée en fonction de l'antériorité des produits achetés.

4.1.5.2.3.6. Prise en compte du chiffre d'affaires et créances

Biens :

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la livraison des biens et à la réception des services par le client. Dans l'hypothèse où la société doit s'acquitter ultérieurement de certaines obligations liées à ces opérations, une provision pour charge d'exploitation est enregistrée sur l'exercice de réalisation de la vente.

Licences :

Le produit des concessions de licences est enregistré à la date de livraison du programme source, ou « master ». Dans le cas où ces concessions font l'objet d'un échelonnement, le chiffre d'affaires est comptabilisé au moment de la livraison au client final, conformément aux normes de la profession utilisées au niveau international.

Prestations de services :

Le groupe a adopté pour la première fois en 2004, la méthode préférentielle de l'avancement pour comptabiliser le chiffre d'affaires issu des prestations de services réalisées dans le cadre d'un contrat long terme, qui est conforme aux exigences de la norme IAS 18.

Les contrats long terme correspondent aux affaires dont le calendrier d'exécution négocié lors de la mise au point de marché est d'une durée initiale supérieure à 12 mois.

Ces marchés font l'objet d'un suivi analytique spécifique permettant d'évaluer avec fiabilité le pourcentage d'avancement réel du marché et la marge dégagée sur l'opération.

L'application de la méthode à l'avancement a entraîné une prise en compte d'un complément de chiffre d'affaires de 12 k€ sur l'exercice 2005.

Créances : les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable. Les créances et dettes libellées en devises sont évaluées au cours de clôture de l'exercice, où le cas échéant à leur cours de couverture. Les pertes et gains latents résultant de cette conversion sont inscrits au résultat financier.

4.1.5.2.3.7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs de placement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition ou leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Dans le cas de titres cotés, cette valeur de marché est déterminée sur la base des cours de bourse à la date de clôture de l'exercice. Dans le cas de titres non cotés, cette évaluation est réalisée sur la base des valeurs probables de négociation.

4.1.5.2.3.8. Actions d'autocontrôle

Les titres représentatifs du capital de la société mère et détenus par des sociétés consolidées sont portés en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Les résultats de cession sont portés directement en réserves consolidées.

4.1.5.2.3.9. Provisions pour risques et charges

Les risques et charges dont l'objet est nettement défini et que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions.

La provision pour indemnités de départ en retraite est destinée à faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon une méthode prospective qui prend en compte l'ancienneté, le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation et d'actualisation.

4.1.5.2.3.10. Instruments financiers

Couverture du risque de change

N'étant pas exposé de façon significative à des risques de change, par la nature même de ses activités, le Groupe n'a pas mis en place de couverture systématique de ses opérations.

Couverture du risque de taux

L'endettement, relativement faible, du Groupe ne nécessite pas de couverture du risque de taux.

4.1.5.2.3.11. Impôts différés

Les impôts différés passifs sont non significatifs et les impôts différés actifs relatifs aux déficits reportables dont bénéficie le Groupe ne sont pas activés car leurs perspectives d'utilisation restent incertaines à court terme.

4.1.5.2.3.12. Modalités de calcul du résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe et le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs est présenté hors actions d'autocontrôle.

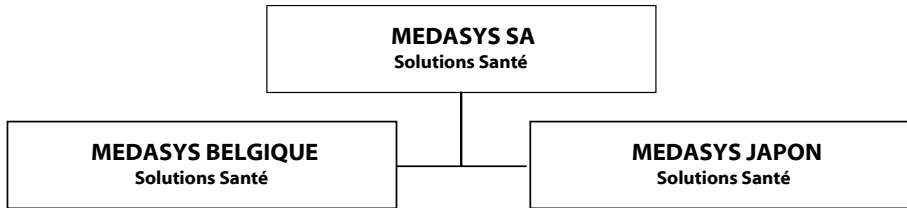
Le résultat par action après dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre total d'actions émises ou à émettre à la clôture de l'exercice. Ce nombre est déterminé de façon à calculer la dilution maximale possible, en retenant l'ensemble des instruments dilutifs émis, quel que soit leur terme et en excluant les instruments anti-dilutifs ainsi que les actions d'autocontrôle.

4.1.5.2.3.13. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte qui met en évidence le passage du résultat à la trésorerie provenant de l'exploitation. La trésorerie comprend les disponibilités et les valeurs de placement. La variation des prêts et dettes vis à vis des filiales non consolidées, ainsi que la variation des concours bancaires courants, sont présentées dans les opérations de financement.

4.1.5.3. Périmètre de consolidation

4.1.5.3.1. Organigramme



Le pourcentage de détention est de 67% pour la société japonaise, il est de 100% pour la filiale belge.

4.1.5.3.2. Sociétés consolidées

Les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

- Société consolidante** **MEDASYS SA, (France)**
- Sociétés consolidées
 - MEDASYS DIGITAL SYSTEMS Sprl, (Belgique)
 - MEDASYS Ltd, (Japon)
 - MEDASYS DIGITAL SYSTEMS Inc., (USA) - NB : sans activité

Les principales données chiffrées des sociétés consolidées sont :

	Devises	Exercice 2006		Situation nette au 31.12.06	Exercice 2005		Exercice 2004	
		Chiffre d'affaires	Résultat Net		Chiffre d'affaires	Résultat Net	Chiffre d'affaires	Résultat Net
Medasys SA	000'€	10 716	<250>	11 128	10 821	<3 652>	12 372	1 173
Medasys Digital Systems Sprl	000'€	382	<312>	<271>	600	<37>	629	20
Medasys Ltd	Mio'JPY	170	0	37	142	8	169	9
Medasys Digital Systems Inc.	000'US\$	-		<3 237>	-	-	-	-

Les sociétés Medasys Infrastructure & Services SAS et Medasys (Suisse) SA, filiales à 100%, consolidées dans les comptes à dater du 1^{er} juin 2002 pour la première et du 1^{er} février 1997 pour la seconde ont été cédées à la société IB Group le 28 février 2005 et sorties du périmètre de consolidation au cours du 1^{er} semestre 2005. Au titre de l'exercice 2004, elles ont respectivement réalisé un chiffre d'affaires de 54 M€ et 6,6 MCHF (env.4,3 M€) et leur résultat net s'établissait respectivement à 500 k€ et 11 kCHF (env. 7 k€).

4.1.5.3.3. Informations sectorielles

4.1.5.3.3.1. Répartition du chiffre d'affaires :

Le premier niveau d'information sectorielle était organisé et piloté jusqu'au 31 décembre 2004 autour de l'infrastructure et de la santé. Le groupe a cédé le 28 février 2005 l'ensemble de ses activités infrastructures pour devenir ainsi un pur éditeur de logiciel à destination du monde de la santé.

La très grande majorité de sa clientèle est aujourd'hui constituée par le secteur public hospitalier. Les processus de déploiement et les phases de facturation sont homogènes pour la quasi totalité du chiffre d'affaires et répondent ainsi aux règles et aux exigences du code des marchés publics.

En conséquence, le groupe est aujourd'hui orienté autour d'un métier unique qui ne se prête pas à une redéfinition d'un nouveau niveau d'information sectorielle.

- par zones géographiques d'implantation, en fonction de la localisation des sociétés et des livraisons :

€'000	Exercice 2006		Exercice 2005		Exercice 2004	
France	9 591	80.3%	8 709	73.4%	62 008	87.1%
Europe	926	7.8%	1 859	15.7%	7 950	11.2%
Sud-Est Asiatique	1 421	11.9%	1 297	10.9%	1 218	1.7%
Total	11 938	100.0%	11 865	100.0%	71 176	100.0%

4.1.5.3.3.2. Répartition géographique des immobilisations nettes du Groupe, hors écarts d'acquisition :

€'000	Exercice 2006		Exercice 2005		Exercice 2004	
France	6 810	99.4%	6 202	99.3%	6 453	97.6%
Europe	4	0.1%	4	0.1%	113	1.7%
Sud-Est Asiatique	32	0.5%	41	0.7%	46	0.7%
Total	6 846	100.0%	6 247	100.0%	6 612	100.0%

4.1.5.3.3.3. Répartition géographique du résultat net part du groupe

€'000	Exercice 2006		Exercice 2005		Exercice 2004	
France	<310>	81.4%	3 599	93,1%	666	70,0%
Europe	<231>	60.6%	109	2,8%	103	10,8%
Sud-Est Asiatique	160	-42.0%	159	4,1%	182	19,1%
Total	<381>	100.0%	3 867	100,0%	951	100,0%

4.1.5.4. Notes relatives au Bilan consolidé

4.1.5.4.1. Immobilisations incorporelles

Les frais de développement ne comprennent que des projets ayant des chances sérieuses de rentabilité commerciale.

€'000	01.01.06	Acquisitions	Var. périm.	Cessions/Réd.	Inc.du change	31.12.06
	Frais de développement	8 277	2 887			11 164
	Concessions et droits similaires	584	21	<8>	<1>	596
	Fonds commercial	332				332
	Total brut	9 193	2 908	<8>	<1>	12 092
€'000	01.01.06	Dotations	Var. périm.	Reprises	Inc.du change	31.12.06
	Frais de développement	2 843	2 269			5 112
	Concessions et droits similaires	525	33	<8>	<1>	549
	Fonds commercial	332				332
	Total amortissements et dépréciations	3 700	2 302	-	<2 176>	5 993
	Total net	5 493				6 099

4.1.5.4.2. Immobilisations corporelles

€'000	01.01.06	Acquisitions	Var. périm.	Cessions/Réd.	Inc.du change	31.12.06
	Matériel et outillage industriel	82			<9>	73
	Autres immobilisations corporelles	1 072	124	<122>		1 074
	Total brut	1 154	124	-	<122>	1 147
€'000	01.01.06	Dotations	Var. périm.	Reprises	Inc.du change	31.12.06
	Total amortissements	895	108	<121>	<8>	874
	Total net	259				273

4.1.5.4.3. Immobilisations financières

€'000	01.01.06	Acquisitions	Var. périm.	Cessions/Réd.	Inc.du change	31.12.06
	Autres formes de participation	53		<53>		0
	Prêts	170	23	<10>		183
	Dépôts et cautionnements	272	65	<43>	<3>	291
	Total brut	495	88	-	<106>	474
€'000	01.01.06	Dotations	Var. périm.	Reprises	Inc.du change	31.12.06
	Provision pour dépréciation	0				0
	Total net	495				474

4.1.5.4.4. Ecarts d'acquisition

€'000	01.01.06	Acquisitions	Var. périm.	Cessions/Réd.	Inc.du change	31.12.06
	Ecart d'acquisition	5 122				5 122
	Total brut	5 122	-	-	-	5 122
€'000	01.01.06	Dotations	Var. périm.	Reprises	Inc.du change	31.12.06
	Total dépréciation	1 280				1 280
	Total net	3 842				3 842

Le total net se rapporte à Saric International. Les écarts d'acquisition de PGP SA pour 896 k€ et d'Infoconcept pour 605 k€ ont été sortis de l'actif en 2005.

4.1.5.4.5. Impôts différés actifs non courants

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Créances d'impôts différés	-	-	563
Total	-	-	563

Les impôts différés actifs se rapportaient au retraitement IFRS des frais de développement.

4.1.5.4.6. Créances à plus d'un an

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Créances et crédits d'impôts	1 197	610	199
Débiteurs divers	37	610	148
Clients douteux	115	101	1 111
Total brut	1 349	1 321	1 458
Provision pour dépréciation	94	398	1 016
Total net	1 255	923	442

4.1.5.4.7. Stocks et en-cours

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
En-cours de production	-	-	-
Stock de marchandises	229	229	699
Total brut	229	229	699
Provision pour dépréciation	12	14	412
Total net	217	215	287

4.1.5.4.8. Créances clients et comptes rattachés

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Clients	1 714	1 308	7 022
Effets à recevoir	-	-	40
Factures à établir	4 120	2 795	2 926
Total brut	5 834	4 103	9 988
Provision pour dépréciation			
Total net	5 834	4 103	9 988

4.1.5.4.9. Autres créances à moins d'un an

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Acomptes et avoirs non parvenus	48	49	920
Créances sur personnel et organismes sociaux	23	13	54
Créances et crédits d'impôts	11	5	133
Créances TVA	162	194	494
Débiteurs divers	265	802	2 135
Produits à recevoir	615	15	24
Total brut	1 124	1 078	3 760
Provision pour dépréciation	39		221
Total net	1 085	1 078	3 539

4.1.5.4.10. Trésorerie

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Valeurs mobilières de placement	3 087	4 459	421
Disponibilités	554	1 315	3 413
Total	3 641	5 774	3 834

La valeur des Sicav et fonds commun de placement inscrite au bilan pour 3 090 k€ s'élevait à 3 087 k€ au 31.12.06 après prise en compte d'une provision pour dépréciation de 3 k€.

4.1.5.4.11. Capitaux propres

4.1.5.4.11.1. Variation des capitaux propres

Cf. tableau figurant à la suite du tableau des flux de trésorerie consolidés

4.1.5.4.11.2. Evolution du capital

Le capital est divisé en 13 983 115 actions; son montant est de 21 317 121 €; il n'a pas varié au cours de l'exercice.

4.1.5.4.11.3. Options de souscription d'actions

L'Assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2003 a approuvé la mise en place d'un nouveau plan d'option de souscription d'actions nouvelles au profit des membres du personnel dans la limite de 2.400.000 options. Ce plan a permis aux intéressés de substituer les options qui leur avaient été accordées dans le cadre des trois précédents plans par un nombre identique d'options de ce 4e plan. Lors de sa réunion du 1er juillet 2003, le Directoire a attribué la totalité de ces options nouvelles et déterminé qu'elles seront exerçables du 1er janvier 2004 jusqu'au 31 décembre 2009 au prix de 1,77 €.

Un certain nombre d'options étant devenues caduques par suite de départs, 2 252 500 options étaient exerçables au 31 décembre 2006.

NB. Aucune des 147 500 options issues du plan 2000 n'ayant été levées au 31 mars 2007, le nombre total d'options exerçables à cette date, tous plans confondus, était de 2 105 000.

	Plan 1 1999	Plan 2 2000 A	Plan 3 2000 B	Plan 4 2003
Date de l'Assemblée	30 juin 1999	30 juin 2000	28 décembre 2000	30 juin 2003
Date du conseil d'administ. ou du directoire	1 ^{er} juillet 1999	30 juin 2000	14 mai 2001	1 ^{er} juillet 2003
Nb. total d'actions pouvant être souscrites	400 000	1 200 000	800 000	2 400 000
par les mandataires sociaux	400 000	550 000	250 000	1 200 000
par les 10 premiers attributaires salariés	-	620 000	362 000	845 000
Point de départ de l'exercice des options	1 ^{er} juillet 1999	1 ^{er} avril 2001	31 décembre 2001	1 ^{er} janvier 2004
Date d'expiration	30 juin 2004	31 mars 2007	31 décembre 2007	31 décembre 2009
Prix de souscription	2,11 €	2,62 €	2,00 €	1,77 €
Modalités d'exercice	-	50% du 01/04/2001 au 31/03/2006 50% du 01/04/2002 au 31/03/2007	50% du 31/12/2001 au 31/12/2006 50% du 31/12/2002 au 31/12/2007	Substitution des options issues des précédents plans
Nombre d'actions souscrites	-	-	-	-
Nombre d'options substituées	400 000	905 000	785 000	-
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2006	-	147 500	15 000	2 090 000
Total des options exerçables au 31 décembre 2006			2 252 500	

4.1.5.4.12. Provisions pour risques et charges et pour dépréciations

'000	01.01.06	dotations	Reprises		Variation périmètre	Autres variations	31.12.06
			utilisées	non utilisées			
Provisions pour litiges	422	32	82	50			322
Provisions pour restructuration	-						-
Provision retraite	280	5					285
Autres provisions pour risques et charges	-	77			145		222
Provisions pour risques et charges	702	114	82	50	145	-	829
Dépréciation des immobilisat. incorporelles	332						332
Dépréciation des immobilisations financières	-						-
Dépréciation des stocks et en-cours	14	12	14				12
Dépréciation des comptes clients	78	39	23				94
Autres provisions pour dépréciation	319	3		26	<254>		42
Provisions pour dépréciation	743	54	37	26	<254>	-	480
Total	1 445	168	119	76	<109>	-	1 309
Dotations et reprises d'exploitation		56	37				
Dotations et reprises financières		3					
Dotations et reprises diverses		109	82	76			
		168	119	76			

Les provisions pour risques et charges sont principalement de nature sociale à hauteur de 650 K€. Elles comprennent également une provision pour litige avec un fournisseur pour un montant de 130 K€.

4.1.5.4.13. Emprunts et dettes financières à plus d'un an

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Emprunts auprès d'établissements de crédit	36	-	132
Avance Coface	248	320	87
Total	284	320	219

La Société n'a pas d'emprunts ou de dettes financières à plus de cinq ans.

4.1.5.4.14. Emprunts et dettes financières à moins d'un an

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Emprunts auprès d'établissements de crédit	369	267	343
Crédits spot	800	550	350
Soldes créditeurs de banques	295	134	151
Agius courus non échus	4	8	11
Comptes courants	56	48	14
Autres dettes	31	48	34
Total	1 555	1 055	903

L'essentiel des crédits court terme sont basés sur le taux de l'Euribor. L'intégralité de l'endettement est en euro.

4.1.5.4.15. Fournisseurs et autres dettes à moins d'un an

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Fournisseurs	1 764	1 553	8 957
Effets à payer	44	34	83
Fournisseurs factures non parvenues	176	289	2 131
Avances et acomptes reçus	-	-	114
Clients avoirs à établir	-	-	-
Personnel rémunérations et charges dues	924	961	2 099
Organismes sociaux	1 230	1 289	2 678
Etat impôt sur les bénéfices	-	27	57
Etat TVA	1 320	1 010	1 459
Etat charges à payer	341	335	615
Créditeurs divers	174	159	411
Total	5 973	5 657	18 604

4.1.5.4.16. Produits constatés d'avance

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Produits constatés d'avance	29	35	1 532
Total	29	35	1 532

Les produits constatés d'avance concernent des contrats de maintenance.

4.1.5.5. Notes relatives au compte de résultat consolidé

4.1.5.5.1. Autres produits ordinaires

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Production immobilisée	2 918	2 675	2 443
Subvention d'exploitation	43	24	51
Transferts de charges	417	94	157
Autres produits	-	-	206
Total	3 378	2 793	2 857

4.1.5.5.1.1. Production immobilisée

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Frais de développement immobilisés	2 505	2 012	2 150
Frais de personnel Sous-traitants	382	662	217
sous total	2 887	2 674	2 367
Livraisons à soi-même			20
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	31	1	56
Total	2 918	2 675	2 443

4.1.5.5.1.2. Transfert de charges

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Avantage en nature sur salaires	-	4	27
Frais de personnel liés à des litiges	26	-	7
Remboursements frais et divers	24	9	-
Honoraires liés aux litiges en cours	136	-	-
Frais de restructuration	230	81	120
Divers	1	-	3
Total	417	94	157

4.1.5.5.2. Dotations et reprises aux amortissements et provisions

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 410	1 807	2 138
Flux de provisions sur actif circulant	14	17	<1 689>
Flux de provisions pour risques et charges	<39>	21	<180>
Total	2 385	1 845	269

4.1.5.5.3. Résultat financier

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Revenus valeurs mobilières de placement	81	95	18
Gains de change	-	52	71
Autres produits financiers	39	57	117
Reprise provisions pour risques financiers	-	-	12
Intérêts financiers	<132>	<151>	<420>
Pertes de change	<22>	<34>	<71>
Dotations provisions pour risques financiers	<4>	-	<102>
Total	<38>	19	<375>

4.1.5.5.4. Divers

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Litiges prud'homaux	<57>	-	<148>
Charges liées à la restructuration	<237>	<81>	<57>
Frais liés aux litiges en cours	<135>	-	-
Résultat de cession d'éléments d'actifs	<1>	<59>	94
Flux de provisions pour charges exceptionnelles	48	24	90
Produits exceptionnels à recevoir	629	-	-
Produits exceptionnels divers	80	223	341
Divers	<20>	<34>	<11>
Total	307	73	309

Les produits exceptionnels à recevoir concernent l'indemnisation accordée par la Cour d'Appel de Paris au titre du litige pour résiliation abusive de contrat de distribution des produits PGP.

4.1.5.5.5. Impôt sur les bénéfices

4.1.5.5.5.1. Détail de l'impôt

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Impôt sur les bénéfices	16	94	62
Crédit d'impôt recherche	<603>	<409>	<185>
Impôt différé			<99>
Total	<587>	<315>	<222>

4.1.5.5.5.2. Créances et dettes d'impôt

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Créances			
Etat impôt sur les bénéfices	11	594	35
Crédit d'impôt recherche	1 197	21	297
Etat TVA	162	194	494
Total	1 370	809	826
Dettes			
Etat impôt sur les bénéfices	-	27	57
Etat TVA	1 320	1 010	1 459
Etat charges à payer	341	335	615
Total	1 661	1 372	2 131

4.1.5.5.5.3. Imposition différée

€'000	31.12.06		31.12.05		31.12.04	
	Medasys SA		Medasys SA		Medasys I. & S.	Total Groupe
Déficits ordinaires reportables	4 348	3 549	2 655	7 389	10 044	
Bases d'impôt différé non reconnues	4 348	3 549	2 655	7 389	10 044	
Taux d'impôt applicable	33,83%	33,83%				34,33%
Impôts différés actifs non reconnus	1 471	1 201				3 448

4.1.5.5.6. Résultat des activités abandonnées

4.1.5.5.6.1. Détail du profit de cession des activités abandonnées

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Résultat de Bluemega Technology	-	-	<162>
Produit de cession des titres Bluemega Technology	-	-	304
Résultat de M.I.&S. et de Medasys Suisse	-	<387>	-
Produit de cession des titres M.I.&S. et Medasys Suisse	253	8 125	-
Frais liés à la cession de M.I.&S. et de Medasys Suisse	-	<979>	-
Résultat des activités de projets abandonnées en Belgique	<269>		
Résultat des activités abandonnées liées à certains fonds de commerce	-	<3 350>	-
Total	<16>	3 409	142

4.1.5.5.6.2. Comptes de résultat sociaux cumulés des filiales cédées dans le cadre des activités abandonnées

(€'000)	28.02.05	31.12.04
Chiffre d'affaires	8 131	58 626
Total des produits d'exploitation	8 296	59 461
Achats consommés	6 410	45 210
Autres achats et charges externes	679	3 680
Impôts	95	505
Charges de personnel	1 394	8 822
Dotations aux amortissements et provisions	35	374
Résultat d'exploitation	<317>	870
Résultat financier	<48>	<306>
Résultat courant	<366>	564
Résultat exceptionnel	<3>	<40>
Impôt sur les bénéfices	<19>	<17>
Résultat net	<387>	507

4.1.5.5.6.3. Actif net des filiales cédées dans le cadre des activités abandonnées

€'000	31.12.04
Actif immobilisé	9 380
Stocks et en-cours	105
Clients & autres créances	9 793
Disponibilités	1 435
Comptes de régularisation	1 841
Provisions	<225>
Dettes financières	<1 374>
Fournisseurs	<9 211>
Dettes fiscales et sociales	<2 621>
Autres dettes	<118>
Comptes de régularisation	<1 380>
Actif net des activités abandonnées	7 625
Produit de cession des titres M.I.&S. et Medasys Suisse	8 125
Quote part des activités abandonnées dans les capitaux propres	<8 863>
Compte courant de M.I.&S. et Medasys Suisse	1 500
Résultat intercalaire de M.I.&S. et de Medasys Suisse	<387>
Prix de vente des activités abandonnées	8 000
Paiement reçu à la signature du contrat	6 500
Paiement différé	1 500
	8 000
Trésorerie reçue	6 500
Trésorerie cédée	<1 435>
Trésorerie nette	5 065

4.1.5.5.7. Résultat par action

€'000	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004
Nombre d'actions en circulation en début d'exercice (hors autocontrôle)	13 983 115	13 602 272	12 737 272
Incidence pondérée de l'autocontrôle	-	-	287 664
Augmentation pondérée du nombre d'actions en circulation	-	285 898	-
Nombre d'actions prises en compte pour le calcul du résultat par action	13 983 115	13 888 170	13 024 936
Résultat net par action en €	<0,03>	0,28	0,07
Nombre d'actions en circulation en fin d'exercice (hors autocontrôle)	13 983 115	13 983 115	13 602 272
Incidence de l'exercice des options 1999	} 162 500	} 310 000	} 310 000
Incidence de l'exercice des options 2000 A			
Incidence de l'exercice des options 2000 B			
Incidence de l'exercice des options 2003	2 090 000	2 090 000	2 090 000
Nombre d'actions susceptibles d'être créées	2 252 500	2 400 000	2 400 000
Nombre d'actions prises en compte pour le calcul du résultat dilué par action	16 235 615	16 383 115	16 002 272
Résultat net dilué par action en €	<0,02>	0,24	0,06

4.1.5.6. Autres informations

4.1.5.6.1. Engagements hors bilan

4.1.5.6.1.1. Engagements donnés

	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Cautions données pour le compte de Medasys Infrastructure & Services	-	-	1 000
Cautions données pour le compte de Medasys SA Genève (Suisse)	-	-	1 362
Garantie de déclarations et garantie en faveur de IB Groupe	500	1 000	-
Cautions données pour le compte de Bluemega Technology	100	137	137
Cautions données aux clients (dont 5 Sicav HSBC nantis auprès du CCF)	147	147	203
Total	747	1 284	2 702

Il n'existe pas d'engagements commerciaux ou contractuels significatifs.
Tous les engagements hors bilan significatifs figurent ci-dessus.

4.1.5.6.1.2. Engagements reçus

Aucun engagement hors bilan significatif n'a été reçu par la société.

4.1.5.6.1.3. Créances cédées en affacturage

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Montant des créances cédées par Medasys Infrastructure & Services	-	-	9 617
Montant des créances cédées par Medasys	2 736	1 762	2 060
Total	2 736	1 762	11 677

4.1.5.6.2. Crédit-bail

€'000	Redevances payées au cours de la période	Redevances restant à payer à 1 an	Redevances restant à payer de 1 à 5 ans	Total restant à payer	Valeur résiduelle
Matériel de bureau et informatique	29	29	11	40	-
Matériel de transport	36	34	12	46	37
Total	65	63	83	86	37

4.1.5.7. Données sociales et autres informations

4.1.5.7.1. Rémunérations des dirigeants et des organes de contrôles

- Le montant global brut des rémunérations des dirigeants comptabilisé au titre de 2006 s'est élevé à 773 123 € à comparer à 753 884 € en 2005 et à 720 8500 en 2004.
- Options de souscription d'actions
Les plans en vigueur ayant été entièrement attribués, Il n'y a pas eu d'allocation d'options au cours de l'exercice, les nouvelles options 2003 se substituant, à nombre strictement égal, aux options 1999, 2000A et 2000B susceptibles d'être échangées.
- Jetons de présence
Conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 27 mai 2005, un montant de 48 000 € au titre des jetons de présence a été versé aux membres du Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2005.

4.1.5.7.2. Effectifs

(en nombre de salariés)	Medasys sa	Medasys Belgique	Medasys Japon	au 31.12.06	au 31.12.05	au 31.12.04
Ingénieurs et cadres	96	4	5	105	106	196
Employés, techniciens et apprentis	19	-	1	20	23	57
Total	115	4	6	125	129	253

La sortie du périmètre de Medasys I. & S. et Medasys (Suisse) correspond à une baisse des effectifs de 120 salariés à partir de 2005.

4.1.5.7.2.1. Charges de personnel

Le montant des charges de personnel a été de 9 181 k€ à comparer à 8 065 k€ en 2005 et à 8 751 k€, à périmètre constant en 2004.

4.1.5.7.2.2. Répartition géographique (cf. tableau ci-dessus)

4.1.5.8. Evénement postérieur à la clôture

En janvier 2007, Medasys a acquis 80% du capital de la société Noesis pour 210 000 €. Cette entreprise, spécialisée dans les logiciels de traitement d'images, emploie une dizaine de collaborateurs et se situe parmi les leaders de son secteur sur un plan international.

SFECO & FIDUCIA AUDIT
55, rue Cortambert
75116 Paris

CALAN RAMOLINO & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport des Commissaires aux Comptes

Comptes Consolidés - Exercice clos le 31 décembre 2006

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société MEDASYS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné :

- concernant les frais de développement, les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais ainsi que celles retenues pour leur amortissement, et nous nous sommes assurés que la note 4.1.5.2.3.2 fournit une information appropriée,
- concernant les écarts d'acquisition, les modalités de mise en oeuvre des tests de dépréciation mentionnés dans la note 4.1.5.3.1 ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly, le 14 mai 2007
Les Commissaires aux Comptes

SFECO & FIDUCIA AUDIT
Gilbert BERDUGO

Calan Ramolino & Associés
Bernard SCHEIDECKER

4.2.1. Bilan

€'000	au 31.12.06			au 31.12.05	au 31.12.04
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net	Net
ACTIF					
Immobilisations incorporelles	14 139	7 443	6 696	6 088	8 652
Immobilisations corporelles	979	760	219	190	249
Immobilisations financières	14 226	13 526	700	773	9 359
Total actif immobilisé	29 344	21 729	7 615	7 051	18 260
Stocks et en-cours	192	12	180	177	139
Clients et comptes rattachés	5 405	94	5 311	3 790	3 094
Autres créances	2 250	39	2 211	1 867	803
Disponibilités et valeurs mobilières	3 582	4	3 578	5 483	2 066
Charges constatées d'avance	144		144	194	114
Total actif circulant	11 573	149	11 424	11 511	6 216
Comptes de régularisation et assimilés	29		29	17	380
Total de l'actif	40 946	21 878	19 068	18 579	24 856
PASSIF					
Capital			21 317	21 317	21 317
Primes d'émis. de fusion d'apport			13 955	13 955	13 954
Réserve légale			152	152	704
Réserves réglementées					320
Autres réserves			863	863	
Report à nouveau			<24 909>	<21 257>	<20 788>
Résultat de l'exercice			<250>	<3 652>	1 173
Total Capitaux propres			11 128	11 378	16 680
Autres fonds propres					
Provisions pour risques et charges			428	439	400
Emprunts et dettes financières			1 555	1 089	886
Fournisseurs et comptes rattachés			1 803	1 780	2 019
Dettes fiscales et sociales			3 769	3 548	4 159
Autres dettes			212	182	415
Produits constatés d'avance			15	6	139
Total Dettes			7 354	6 605	7 618
Ecart de conversion passif			158	157	158
Total du passif			19 068	18 579	24 856

4.2.2. Compte de résultat

€'000	Exercice 2006			Exercice 2005		Exercice 2004		
	France	Export	Total					
Ventes de matériel	588	-	588	5%	548	5%	841	7%
Production vendue de services	9 003	1 124	10 127	95%	10 273	95%	11 531	93%
Chiffre d'affaires	9 591	1 124	10 715	100%	10 821	100%	12 372	100%
Production immobilisée			2 918	27%	2 817	26%	2 988	24%
Subvention d'exploitation			43	-	24	-	51	-
Reprises sur amort. et provisions			37	-	6	-	1 586	13%
Transferts de charges			418	4%	932	9%	284	2%
Total des produits d'exploitation			14 131	131%	14 600	135%	17 281	139%
Achats consommés			411	4%	353	3%	766	6%
Autres achats et charges externes			3 510	33%	4 271	39%	3 747	30%
Impôts et taxes			329	3%	282	3%	280	2%
Charges de personnel			8 547	80%	8 356	77%	8 538	69%
Dotations aux amortissements et aux provisions			2 441	23%	1 976	18%	2 337	19%
Autres charges d'exploitation			75	1%	159	1%	1 569	13%
Total des charges d'exploitation			15 313	143%	15 397	142%	17 237	139%
Résultat d'exploitation			<1 182>	-11%	<797>	-7%	44	-
Autres intérêts et produits			42	-	59	1%	127	1%
Reprises sur provisions et transfert de charges			17	-	1 137	11%	1 944	16%
Différences positives de change			-	-	13	-	9	-
Produits nets sur valeurs mobilières de placement			81	1%	96	1%	7	-
Total des produits financiers			140	1%	1 305	12%	2 087	17%
Intérêts et charges assimilées			127	1%	163	2%	183	1%
Différences négatives de change			11	-	33	-	17	-
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement			-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions			206	2%	17	-	988	8%
Total des charges financières			344	3%	213	2%	1 188	9%
Résultat financier			<204>	-2%	1 092	9%	899	7%
Résultat courant avant impôts			<1 386>	-13%	295	3%	943	8%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			695	6%	223	2%	341	3%
Produits exceptionnels sur opérations en capital			-	-	6 593	61%	922	7%
Reprises sur provisions et transferts de charges			411	4%	242	2%	95	1%
Total des produits exceptionnels			1 106	10%	7 058	68%	1 358	19%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			448	4%	1 263	12%	102	1%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1	-	7 921	73%	1 064	9%
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions			109	1%	2 147	20%	128	1%
Total des charges exceptionnelles			558	5%	11 331	105%	1 294	10%
Résultat exceptionnel			548	5%	<4 273>	-37%	64	8%
Impôt sur les bénéfices			588	5%	326	3%	166	1%
Résultat net			<250>	-2%	<3 652>	-34%	1 173	9%

4.2.3. Annexe aux comptes annuels

(Les montants sont exprimés en milliers d'Euros, sauf indication contraire)

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006.

4.2.3.1. Faits significatifs de l'exercice

Le chiffre d'affaires est demeuré sensiblement équilibré par rapport à l'année précédente.

Les mesures de réorganisation entreprises en fin d'année en vue de donner en 2007 une nouvelle dimension à la société ont pesé sur les comptes de l'exercice.

Comme indiqué dans le rapport de gestion, la filiale belge a fait l'objet d'une restructuration profonde qui a entraîné la plupart de ses activités, à l'exception des contrats de maintenance, à être considérées comme « abandonnées ». Aussi, la participation dans cette filiale, 174 k€ a été entièrement, dépréciée.

De même, les charges liées au redéploiement du service commercial ont représenté un montant de 145 k€.

D'autre part, une reprise de provision de 253 k€ a pu être effectuée qui portait sur la cession des filiales d'infrastructures informatiques.

Enfin, la Cour d'Appel de Paris, lors de son audience du 29 novembre 2006, a tranché en faveur de Medasys dans un litige pour résiliation abusive de contrat qui l'opposait à PGP Belgique. Le montant de l'indemnité correspondante s'élève à 613 k€.

Par ailleurs, en application de la loi de Finance, une créance de Crédit d'Impôt-Recherche a été constatée à hauteur de 598 k€.

4.2.3.2. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, selon le règlement du Comité de la réglementation comptable n°99-03, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthodes

Aucun changement de méthode d'évaluation et de présentation comptable n'est intervenu au cours de l'exercice 2006.

A titre de rappel, en 2005, et en application du règlement CRC n° 2004-06 sur les actifs, ceux ne répondant plus aux critères de la nouvelle définition à l'ouverture de l'exercice ont été définitivement annulés à l'ouverture de l'exercice 2005 contre les fonds propres. Ils concernaient les charges à répartir pour 324 k€ et les frais indirects de structure inclus dans les frais de développement pour un montant net de 1 318 k€ ; soit un impact total de 1642 k€.

La première application du règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes.

Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, Medasys doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Medasys revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. L'évaluation des frais de développement et des fonds de commerce, les provisions pour risques et charges, les impôts différés sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

4.2.3.2.1. Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les travaux de recherche et de développement de logiciels dont la société se réserve la propriété sont immobilisés à leur prix de revient lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le logiciel ou le procédé est clairement identifié et les coûts qui lui sont imputables peuvent être individualisés et mesurés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du logiciel ou du procédé peut être démontrée ;
- la société a l'intention de produire et de vendre ou d'utiliser le logiciel ou procédé ;
- l'existence d'un marché pour le logiciel ou le procédé peut être démontrée (ou son utilité pour la société en cas d'usage interne) ;
- des ressources suffisantes existent pour compléter ou commercialiser ou utiliser le logiciel ou procédé ;
- la rentabilité commerciale du logiciel peut être démontrée avec une probabilité suffisante.

Ils ne comprennent que des charges directes de salaires et de sous-traitance.

Les frais de développement immobilisés sont amortis sur une durée de trois ans à compter de l'année de commercialisation.

Fonds de commerce

Concernant les fonds de commerce, l'appréciation de leur valeur repose sur l'actualisation des critères définis au moment de leur acquisition : suivi des variations de ventes et de marge brute, réalisées et projetées pour chacun d'entre eux.

Ce poste comprend les fonds de commerce résultant :

- de l'activité "Intégration Santé" acquise auprès de la société NCR, fin novembre 1999, pour 0,3 M€ ;
- des sociétés absorbées par voie de fusion dans Medasys en 2000 (PGP SA pour 1,2 M€ et ISS-Santé SA pour 0,8 M€)

En application du règlement CRC N°2004-06, le niveau de dépréciation de 1 792 k€ est resté inchangé au cours de l'exercice 2006.

Licences et brevets

Les licences et brevets sont amortis en 1 an.

4.2.3.2.2. Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le système linéaire ou, le cas échéant, dégressif, en respectant les règles fiscales en vigueur en fonction de la durée d'utilisation estimée.

Mode et durée d'amortissement :

- | | |
|--|-------------|
| - Installations générales | 5 ou 10 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 5 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | 5 ans |
| - Matériel de transport | 5 ans |

VVVavv

4.2.3.2.3. Immobilisations financières

Les titres, prêts et avances sont comptabilisés à leurs coûts historiques.

Titres de participation

Les titres de participation et autres titres immobilisés font l'objet d'une provision en cas de dépréciation réelle par rapport à la valeur d'usage (actif net, cours de bourse, rentabilité,...). Cette valeur d'usage a été déterminée selon des critères propres au secteur d'activité de la société.

Actions d'autocontrôle

Au 31 décembre 2006, Medasys ne détenait pas d'action d'autocontrôle.

4.2.3.2.4. Actif circulant

Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au prix de revient selon la méthode du "coût unitaire moyen pondéré (C.U.M.P.)".

Les stocks tiennent compte d'un coefficient de frais d'approche sur les achats effectués auprès des fournisseurs étrangers.

Une provision pour dépréciation est calculée à la clôture de l'exercice en fonction de l'antériorité des produits achetés.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leurs coûts historiques et font l'objet d'une provision en cas de dépréciation par rapport à leur valeur d'inventaire.

4.2.3.2.5. Variation des capitaux propres

(Cf. Tableau ci-dessous)

A titre de rappel, en 2005, et en application du règlement CRC n° 2004-06 sur les actifs, ceux ne répondant plus aux critères de la nouvelle définition ont été définitivement annulés à l'ouverture de l'exercice contre les fonds propres, l'impact total s'étant élevé à 1642 k€.

4.2.3.2.6. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en Euros à la date de l'opération. Les pertes et gains de changes afférents aux règlements clients et fournisseurs sont pris en compte dans le résultat financier. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en Euros au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises, hors zone Euro, à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion".

Tableau de variation des capitaux propres

€'000	01.01.06	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Capital social	21 317			21 317	21 317	21 317
Prime d'émission	6 209			6 209	6 209	6 209
Prime de fusion	3 274			3 274	3 274	3 273
Prime d'apport	4 472			4 472	4 472	4 472
Réserve légale proprement dite	152			152	152	152
Réserve légale de P-V nette à Long terme	0			0	0	552
Autres réserves	863			863	863	
Réserve de Plus-Value nette à long terme	0			0	0	320
Report à nouveau	<21 257>	<3 652>		<24 909>	<21 257>	<20 788>
Résultat de l'exercice	<3 652>	3 652	<250>	<250>	<3 652>	1 173
Total	11 378	0	<250>	11 128	11 378	16 680

4.2.3.2.7. Chiffre d'affaires

Biens :

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la livraison des biens et à la réception des services par le client. Dans l'hypothèse où la société doit s'acquitter ultérieurement de certaines obligations liées à ces opérations, une provision pour charge d'exploitation est enregistrée sur l'exercice de réalisation de la vente.

Licences :

Le produit des concessions de licences est enregistré à la date de livraison du programme source, ou « master ». Dans le cas où ces concessions font l'objet d'un échelonnement, le chiffre d'affaires est comptabilisé au moment de la livraison au client final, conformément aux nouvelles normes de la profession utilisées au niveau international.

Prestations de services :

La société a adopté pour la première fois en 2004, la méthode préférentielle de l'avancement pour comptabiliser le chiffre d'affaires issu des prestations de service réalisées dans le cadre d'un contrat long terme, qui est conforme aux exigences de la norme IAS 18.

Les contrats long terme correspondent aux affaires dont le calendrier d'exécution négocié lors de la mise au point de marché est d'une durée initiale supérieure à 12 mois.

Ces marchés font l'objet d'un suivi analytique spécifique permettant d'évaluer avec fiabilité le pourcentage d'avancement réel du marché et la marge dégagée sur l'opération.

4.2.3.2.7.1 Répartition du chiffre d'affaires par activité

€'000	Exercice 2006		Exercice 2005		Exercice 2004	
		%		%		%
Systèmes d'information hospitaliers	10 715	100	10 821	100	12 372	100
Infrastructures informatiques	-	0	-	0	-	0
Total	10 715	100	10 821	100	12 372	100

4.2.3.2.7.2 Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

€'000	Exercice 2006		Exercice 2005		Exercice 2004	
		%		%		%
France	10 127	94,5	8 971	82,9	10 997	88,9
Export	588	5,5	1 850	17,1	1 375	11,1
Total	10 715	100	10 821	100	12 372	100

4.2.3.2.8. Autres informations

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges dont l'objet est nettement défini et que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions.

Charges et produits exceptionnels

Medasys a retenu la définition du plan comptable général. Les charges et les produits exceptionnels sont les charges et les produits résultant d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et dont on ne s'attend pas à ce qu'elles se reproduisent de manière fréquente ou régulière.

Engagements en matière de retraite

L'engagement en matière de départ en retraite est destiné à faire face aux indemnités conventionnelles correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés et auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Les indemnités sont évaluées pour chacun des salariés présents au 31 décembre 2006 en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » ainsi qu'à la recommandation 03-R-01 du Conseil National de la Comptabilité du 1^{er} avril 2003. Le montant des engagements résulte d'un calcul effectué selon une méthode prospective, il est évalué en retenant un départ à 60 ans. Il tient compte d'un coefficient de présentisme basé sur le turn-over par classes d'âge et d'un taux de charges sociales de 40%. Les calculs sont actualisés au taux de 4% et prennent en compte un taux d'inflation de 2%. Pour la première fois au 31 décembre 2006, l'espérance de vie des bénéficiaires a été intégrée dans le calcul en prenant en compte la table de mortalité TV88-90. L'incidence de ce nouveau mode de calcul représente une économie de charges de 15 k€ sur l'exercice.

Au 31 décembre 2006, le montant des engagements liés aux indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 285 k€. Ces engagements mentionnés pour information ne sont pas provisionnés.

4.2.3.3. Filiales et participations

4.2.3.3.1. Tableau des filiales et participations

Medasys SA est la société consolidante

€'000 Dénomination des filiales et participations	% détenue	Capitaux propres avant résultat au 31.12.2006	Résultat de l'exercice 2006	Avances consenties non remboursées	Cautions données	Chiffre d'affaires 2006	Valeur des titres détenus	
							Brute	Nette
MEDASYS DIGITAL SYSTEMS sprl au capital de 18 592 €	99%	41	<312>	154	-	382	19	-
MEDASYS DIGITAL SYSTEMS Inc.* au capital de 9 520 294 US\$	100%	<3 479>	-	3 479	-	-	9 873	-
MEDASYS Ltd. au capital de 36 000 000 JPY	66.67%	230	2	78	-	1 157	171	171

* Sans activité

N.B. Aucun dividende n'a été versé par les filiales.

4.2.3.3.2. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Participations	10 063	10 063	17 553
Créances rattachées à des participations	3 711	3 592	4 977
Créances clients et comptes rattachés	38	120	301
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4	6	5
Produits financiers	4	5	105
Charges financières	174	-	-

4.2.3.4. Notes sur le bilan

4.2.3.4.1. Actif immobilisé brut

€'000	01.01.06	Acquisitions	Cessions/Réd.	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Frais de recherche et de développement	8 277	2 887		11 164	8 277	10 682
Concessions et droits similaires	572	21	8	585	572	562
Fonds commercial	2 390			2 390	2 390	2 390
Total immobilisations incorporelles	11 239	2 908	8	14 139	11 239	13 634
Installations techniques matériel et outillage indust.	0			0	0	8
Agencements installations générales	136			136	136	152
matériel de transport	0			0	0	0
Matériel de bureau et informatique mobilier	846	119	122	843	846	923
Total immobilisations corporelles	982	119	122	979	982	1 083
Titres de participations	10 063			10 063	10 063	17 553
Actions propres du contrat de liquidité	53		53	0	53	81
Créances rattachées aux participations	3 592	128	8	3 712	3 592	4 977
Actions propres	0			0	0	769
Prêts	170	23	10	183	170	151
Autres immobilisations financières	247	64	43	268	247	243
Total immobilisations financières	14 125	215	114	14 226	14 125	23 774
Total immobilisations brutes	26 346	3 242	244	29 344	26 346	38 491

4.2.3.4.2. Amortissements et provisions sur actif immobilisé

€'000	01.01.06	Dotations	Reprises	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Frais de recherche et de développement	2 842	2 269		5 111	2 842	4 506
Concessions et droits similaires	517	31	8	540	517	476
Total immobilisations incorporelles	3 359	2 300	8	5 651	3 359	4 982
Installations techniques matériel et outillage indust.	0			0	0	8
Agencements installations générales	95	21		116	95	90
Matériel de transport	0			0	0	0
Matériel de bureau et informatique mobilier	697	68	121	644	697	736
Total immobilisations corporelles	792	89	121	760	792	834
Total amortissements	4 151	2 389	129	6 411	4 151	5 816
Titres de participations	9 873	19		9 892	9 873	10 864
Actions propres du contrat de liquidité	0			0	0	0
Créances rattachées aux participations	3 479	155		3 634	3 479	3 479
Actions propres	0			0	0	72
Prêts	0			0	0	0
Total immobilisations financières	13 352	174	0	13 526	13 352	14 415
Fonds de commerce	1 792			1 792	1 792	476
Total immobilisations incorporelles	1 792	0	0	1 792	1 792	4 982
Total provisions	15 144	174	0	15 318	15 144	14 415

4.2.3.4.3. Créances clients et comptes rattachés

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Clients	1 170	1 018	1 100
Clients douteux	115	101	82
Effets à recevoir	-	-	-
Factures à établir	4 120	2 750	1 973
Total brut	5 405	3 869	3 155
Provision pour dépréciation	94	79	61
Total net	5 311	3 790	3 094

4.2.3.4.4. Autres créances

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Fournisseurs, avances et acomptes	-	-	-
Fournisseurs, avoirs non parvenus	12	7	112
Créances sur personnel et organismes sociaux	15	4	3
Créances et crédits d'impôts	1 208	616	332
Créances TVA	99	132	130
Produits à recevoir	615	15	2
Débiteurs divers	301	1 412	509
Total brut	2 250	2 186	1 088
Provision pour dépréciation	39	319	285
Total net	2 211	1 867	803

4.2.3.4.5 Valeurs mobilières de placement

€'000	Solde au Bilan	Valeur de marché au 31.12.06	Provision pour dépréciation
SICAV et FCP	3 091	3 087	4

4.2.3.4.6. Evolution du capital au cours de l'exercice et influence de l'exercice des options

€	Actions émises ou exerçables	Nombre d'actions après exercice	Montant du capital	Montant des fonds propres sociaux, avant résultat	Montant des fonds propres sociaux par action, avant résultat	% de dilution possible
au 31 décembre 2004		13 983 115	21 317 121	15 507 391	1,11	
au 31 décembre 2005		13 983 115	21 317 121	15 029 619	1,07	
Au 31 décembre 2006		13 983 115	21 317 121	11 378 086	0,81	
OPTIONS 2003, exerçables à 1,77 € à partir du 1 ^{er} janvier 2004	2 252 500	16 235 615	24 743 077	15 365 011	0,95	16,1%

4.2.3.4.7. Provisions pour risques et charges et dépréciations

€'000	01.01.06	dotations	Reprises		31.12.06	31.12.05	31.12.04
			utilisées	non utilisées			
Provisions pour pertes de change	17	28	17		28	17	57
Provisions pour litiges	422	62	81	50	353	422	334
Autres provisions pour risques et charges	0	47			47	-	9
Provisions pour risques et charges	439	137	98	50	428	439	400
Dépréciation des immobilisations incorporelles	1 792				1 792	1 792	
Dépréciation des immobilisations financières	13 351	175			13 526	13 351	14 414
Dépréciation des stocks de marchandises	14	12	14		12	14	14
Dépréciation des comptes clients	78	38	23		93	78	61
Autres provisions pour dépréciation	319	4		280	43	319	285
Provisions pour dépréciation	15 554	228	37	280	15 466	15 554	14 774
Total	15 993	365	135	330	15 894	15 993	15 174
Dotations et reprises d'exploitation		51	37				
Dotations et reprises financières		205	17				
Dotations et reprises exceptionnelles		109	81	330			
		365	135	330			

Les provisions pour litiges portent essentiellement sur des litiges prud'homaux et de nature sociale ainsi que sur un litige fournisseur pour 100 k€.

4.2.3.4.8. Créances et dettes

€'000	Nature des créances	31.12.06	à un an au plus	à plus d'un an	31.12.05	31.12.04
	Créances rattachées à des participations *	3 711	155	3 556	3 591	4 977
	Prêts	183	-	183	170	151
	Autres immobilisations financières	268	43	225	247	243
	Clients litigieux	115	-	115	101	82
	Autres créances clients	5 290	5 290	-	3 767	3 073
	Organismes sociaux	15	15	-	4	2
	Etat impôt sociétés	1 208	10	1 198	615	332
	Etat TVA	99	99	-	132	130
	Débiteurs divers	928	891	37	1 435	623
	Charges constatées d'avance	144	144	-	194	114
	Total	11 961	6 647	5 314	10 256	9 727

* dont 3 479 k€ correspondent à une créance provisionnée détenue sur Medasys Inc.

€'000	Nature des dettes	31.12.06	à un an au plus	à plus d'un an	31.12.05	31.12.04
	Soldes bancaires créditeurs	1 098	1 098	-	692	508
	Emprunts à plus d'un an à l'origine	457	172	285	397	257
	Autres emprunts	-	-	-	-	121
	Fournisseurs	1 803	1 803	-	1 780	2 019
	Dettes sur immobilisations	-	-	-	-	10
	Etat TVA	1 313	1 313	-	1 007	1 079
	Autres impôt et taxes	341	341	-	335	368
	Personnel	885	793	92	917	1 107
	Organismes sociaux	1 230	1 230	-	1 289	1 606
	Groupe et associés	56	56	-	48	14
	Créditeurs divers	156	155	1	134	390
	Produits constatés d'avance	15	15	-	6	139
	Total	7 354	6 976	378	6 605	7 618
	Montant des emprunts souscrits dans l'exercice	100			310	102
	Montant des emprunts remboursés dans l'exercice	40			291	138

4.2.3.4.9. Détail des comptes de produits à recevoir et charges à payer

€'000	Produits à recevoir	31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Clients factures à établir	4 120	2 750	1 973
	Fournisseurs avoirs à recevoir	12	8	112
	Débiteurs divers, produits à recevoir *	615	-	-
	Divers	15	17	2
	Total	4 762	2 775	2 087

* correspond à l'indemnité de résiliation abusive due par PGP Belgique

€'000	Charges à payer	31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Intérêts courus auprès des établissements financiers	4	8	7
	Fournisseurs factures non parvenues	176	286	165
	Clients avoirs à établir	-	-	-
	Personnel	779	884	1 058
	Organismes sociaux	475	524	642
	Etat	341	335	368
	Associés	56	48	15
	Charges diverses	19	20	19
	Total	1 850	2 105	2 274

4.2.3.4.10. Détail des charges et produits constatés d'avance

€'000	Produits constatés d'avance	31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Maintenance France	15	6	3
	Prestations export	-	-	133
	Subventions	-	-	3
	Total	15	6	139

€'000	Charges constatées d'avance	31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Loyers	68	57	64
	Sous-traitance	44	41	24
	Publicité et documentation	4	11	3
	Entretien et réparations	17	19	10
	Frais de recrutement	-	57	-
	Assurances	4	4	10
	Divers	7	5	3
	Total	144	194	114

4.2.3.5. Notes sur le compte de résultat

4.2.3.5.1. Production immobilisée

€'000		31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Frais de recherche immobilisés	2 505	2 142	2 150
	Frais de personnel			
	Charges externes	382	674	207
	Coûts de fonctionnement	-	-	575
	sous total	2 887	2 816	2 932
	Livraisons à soi-même	31	1	56
	Immobilisations corporelles			
	Total	2 918	2 817	2 988

4.2.3.5.2. Transfert de charges

€'000		31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Remboursement d'assurances	8	9	3
	Indemnités Fongécif	16	-	-
	Perte sur créances rachetée	-	-	34
	Avantage en nature sur salaires	-	4	26
	Frais de personnel liés à des litiges	26	-	7
	Frais de restructuration	231	194	-
	Frais de prospection des contrats Coface	-	-	214
	Honoraires liés aux litiges en cours	136	-	-
	Frais liés à la cession de M.I. & S. et Medasys Suisse	-	725	-
	Divers	1	-	-
	Total	418	932	284

4.2.3.5.3. Dotations aux amortissements et aux provisions

€'000		31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Dotations aux amort. sur immobilisations corp. et incorp.	2 390	1 953	2 317
	Dotations aux provisions sur immobilisations financières	202	-	931
	Dotations aux provisions sur actif circulant	51	23	114
	Dotations aux prov. pour dép. des immo. incorporelles	-	1 792	-
	Dotations aux autres provisions pour dépréciation	4	254	-
	Dotations aux provisions pour risques et charges	109	118	89
	Total	2 756	4 140	3 451

4.2.3.5.4. Détail du résultat financier

€'000	Produits financiers	31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Produits d'intérêts financiers	41	59	105
	Intérêts moratoires reçus	1	-	1
	Reprises de provisions pour dépréciat. des actions propres	-	72	1 589
	Reprises de provisions pour dépréciat. des titres de filiales	-	991	300
	Reprises de provisions pour perte de changes	17	57	55
	Différences positives de changes	-	13	9
	Produits sur cessions de valeurs mobilières	81	96	7
	Transfert de charges financières	-	17	-
	Divers	-	-	21
	Total	140	1 305	2 087
€'000	Charges financières	31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Intérêts et charges assimilées	127	163	183
	Différences négatives de changes	11	33	17
	Dotations aux provisions pour risques	28	17	57
	Dotation pour dépréciation des valeurs mobilières	4	-	-
	Dotations pour dépréciation des titres de filiales	174	-	931
	Total	344	213	1 188

4.2.3.5.5. Détail du résultat exceptionnel

€'000	Produits exceptionnels	31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Ajustements des comptes fournisseurs et clients	69	152	7
	Ajustements des dettes fiscales et sociales	10	68	329
	Boni de cession des actions propres	-	91	-
	Produit sur litige PGP	613	-	-
	Produits s/cessions d'immobilisations corp.et incorp.	-	2	341
	Produits de cession des titres Bluemega	-	-	100
	Produits de cession des titres M.I.&S.et Medays Suisse	-	6 500	-
	Produits s/cess.de créance de l'actionnaire de M.I.&S.	-	-	481
	Reprises de provisions pour litiges en cours	411	242	93
	Reprises de provisions pour frais liés à la restructuration	-	-	2
	Divers	3	3	5
	Total	1 106	7 058	1 358
€'000	Charges exceptionnelles	31.12.06	31.12.05	31.12.04
	Pénalités et majorations	13	18	-
	Autres régularisations comptes de tiers	5	14	36
	Frais liés aux litiges en cours	57	311	62
	Frais liés à la cessions de M.i.&S.et Medays Suisse	-	725	-
	Charges liées à la restructuration	145	195	-
	Honoraires liés aux litiges en cours	228	-	-
	Mali de cession des actions propres	-	-	716
	Valeur comptable des immo. corporelles et incorp. cédées	1	430	248
	Valeur comptable des titres de Bluemega cédés	-	-	100
	Valeur comptable des titres de M.I.&S. et de Medasys Suisse cédés	-	7 491	-
	Dotations aux provisions pour dépréciation	-	2 046	-
	Dotations aux provisions pour risques exceptionnels	109	101	128
	Divers	-	-	4
	Total	558	11 331	1 294

4.2.3.6. Autres informations

4.2.3.6.1. Engagements hors bilan

4.2.3.6.1.1. Engagements donnés

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Cautions données pour le compte de Medasys Infrastructure & Services	-	-	1 000
Cautions données pour le compte de Medasys SA Genève (Suisse)	-	-	518
Engagement de blocage de compte-courant à hauteur de 1,3 MCHF en faveur de Medasys SA Genève (Suisse)	-	-	843
Garantie de déclarations et garantie en faveur de IB Group (dont 3000 Fcp HSBC nantis)	500	1 000	
Cautions données aux clients (dont 5 Sicav HSBC nantis)	147	147	13
Cautions données pour le compte de BlueMega Technology	100	137	137
Engagements en matière de retraite	284	280	259
Total	1 031	1 564	2 770

Il n'existe pas d'engagements commerciaux ou contractuels significatifs.
Tous les engagements hors bilan significatifs figurent ci-dessus.

Engagements pris en faveur des membres du Directoire

Indemnité forfaitaire correspondant à une année de rémunération, toutes primes incluses, au cas où il serait mis fin à leur fonction les amenant à quitter le Groupe pour toute autre raison que faute grave.

4.2.3.6.1.2. Créances cédées en affacturage

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Montant des créances cédées	2 736	1 762	2 060

4.2.3.6.2. Crédit-bail

€'000	Valeur initiale des biens acquis en crédit bail	Cumul des redevances payées au titre des exercices précédents	Redevances payées au cours de la période	Redevances restant à payer à 1 an	Redevances restant à payer de 1 à 5 ans	Total restant à payer	Valeur résiduelle
Matériel de bureau et info.	90	36	29	29	11	40	
Matériel de transport	144	47	36	34	12	46	37
Total	234	83	65	63	23	86	37

4.2.3.6.3. Impôt sur les sociétés

4.2.3.6.3.1. Suivi des déficits reportables

€'000	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Déficits ordinaires reportables	4 348	3 549	2 655

4.2.3.6.3.2. Ventilation de la charge d'impôt (en €'000)

IFA	<15>
Ajustement crédit Impôt-Recherche 2005	5
Crédit Impôt-Recherche 2006	<598>
	<588>

4.2.3.7. Données sociales

4.2.3.7.1. Rémunération des dirigeants et des organes de contrôle

- Le montant global brut des rémunérations des dirigeants comptabilisé au titre de 2006 s'est élevé à 773 123 € à comparer à 753 884 € en 2005 et à 720 850 € en 2004.
- Options de souscription d'actions
Les plans en vigueur ayant été entièrement attribués, il n'y a pas eu d'allocation d'options au cours de l'exercice, les nouvelles options 2003 se substituant, à nombre strictement égal, aux options 1999, 2000A et 2000B susceptibles d'être échangées
- Jetons de présence
Conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 27 mai 2005, 48 000 € de jetons de présence ont été versés aux membres du Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2005.

4.2.3.7.2. Effectifs

(en nombre de salariés)	31.12.06	31.12.05	31.12.04
Ingénieurs et cadres	96	100	93
Employés, techniciens et apprentis	19	19	30
Total	115	119	123

4.2.3.7.3. Charges de personnel

Le montant des charges de personnel s'est élevé à 8 547 k€ à comparer à 8 356 k€ en 2005 et à 8 538 k€ en 2004.

4.2.3.8. Evènement postérieur à la clôture

En janvier 2007, Medasys a acquis 80% du capital de la société Noesis pour 210 000 €. Cette entreprise, spécialisée dans les logiciels de traitement d'images, emploie une dizaine de collaborateurs et se situe parmi les leaders de son secteur sur un plan international.

SFECO & FIDUCIA AUDIT
55, rue Cortambert
75116 Paris

CALAN RAMOLINO & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport général des Commissaires aux Comptes

Comptes Annuels - Exercice clos le 31 décembre 2006

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société MEDASYS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement, et nous nous sommes assurés que la note 4.2.3.2.1 fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly, le 14 mai 2007
Les Commissaires aux Comptes

SFECO & FIDUCIA AUDIT
Gilbert BERDUGO

Calan Ramolino & Associés
Bernard SCHEIDECKER

SFECO & FIDUCIA AUDIT
55, rue Cortambert
75116 Paris

CALAN RAMOLINO & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la société MEDASYS,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISES AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Avec Madame Gisèle LUCANI

Convention de rémunération d'une mission exceptionnelle

Nature et objet : Sur autorisation de votre Conseil de Surveillance en date du 26 octobre 2006, votre société a attribué à Madame Gisèle LUCANI, une rémunération exceptionnelle au titre de la mission qui lui a été confiée dans le cadre de sa participation à l'installation du système d'exploitation au Rikshospitalet d'Oslo.

Modalités : La charge comptabilisée au titre de cette rémunération s'est élevée à un montant de 3.000 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Personne concernée : Gisèle LUCANI, membre du Conseil de Surveillance.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE :

Par ailleurs, en application du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Engagement pris en faveur des membres du Directoire

Nature et objet : Votre Conseil de Surveillance en date du 28 février 2006, a maintenu les dispositions relatives à l'octroi aux membre du Directoire d'une indemnité, au cas où il serait mis fin à leur fonction les amenant à quitter le Groupe pour toute autre raison que faute grave.

Modalités : Le montant de l'indemnité est fixé à une année de rémunération toutes primes incluses.
Cette convention n'a pas produit d'effet sur l'exercice 2006.

Personnes concernées : Jean-Marie LUCANI, Président du Directoire
Vincent BOUSQUET, membre du Directoire

Avec la société MEDASYS s.p.r.l***Convention de gestion***

Nature et objet: Votre société a conclu avec sa filiale belge une convention de gestion lui confiant la Direction générale, financière et administrative de cette dernière.

Modalités: Cette convention a une durée d'un exercice social, renouvelable. Elle est rémunérée à un taux de 4% du chiffre d'affaires.

Les produits comptabilisés au titre de cette convention pour l'exercice 2006, se sont élevés à un montant de 14.200 Euros.

Convention de moyens logistiques

Nature et objet: Votre société a conclu avec sa filiale belge une convention de moyens logistiques prévoyant une mise à disposition de moyens matériels et humains nécessaires aux activités de cette dernière, notamment dans le domaine commercial.

Modalités: Cette convention a une durée d'un an, renouvelable. Elle est rémunérée en fonction des prestations effectuées.

Cette convention n'a pas produit d'effet sur l'exercice 2006.

Convention de trésorerie

Nature et objet : Votre société a conclu avec sa filiale belge une convention de trésorerie prévoyant la mise à disposition réciproque des excédents de trésorerie.

Modalités : Cette convention a une durée d'un an, renouvelable. Le taux de rémunération est de 4 % l'an.

Les produits comptabilisés au titre de cette convention pour l'exercice 2006, se sont élevés à un montant de 4.526 Euros.

Paris et Neuilly, le 14 mai 2007
Les Commissaires aux Comptes

SFECO & FIDUCIA AUDIT
Gilbert BERDUGO

Calan Ramolino & Associés
Bernard SCHEIDECKER

Rapport du Président du Conseil de surveillance relatif au contrôle interne

Le présent rapport, établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de Commerce, a pour objet de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et du directoire de la Société ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

Ce rapport a été discuté et approuvé par le Conseil de Surveillance de la société lors de la séance du 30 mars 2007.

1. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et du directoire

La société Medasys est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance.

Le Conseil de Surveillance est composé de 6 membres.

Les membres du Conseil de Surveillance sont convoqués aux réunions conformément à l'article 14 des statuts de la Société et peuvent exercer leur droit d'information conformément à la réglementation en vigueur.

Le Conseil de Surveillance se réunit, fonctionne et délibère conformément aux dispositions légales et statutaires en vigueur. Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

L'article 13 des statuts stipule que le Directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Conseil de Surveillance et assemblées d'actionnaires.

2. Procédures de contrôle interne

Le contrôle interne est un processus destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- la réalisation et l'optimisation des opérations ;
- la fiabilité des informations financières ;
- la conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

L'atteinte de ces objectifs s'appuie sur des procédures destinées à assurer le respect des politiques de gestion, la sauvegarde des actifs de la Société, la prévention et la détection des fraudes et des erreurs, l'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables ainsi que l'établissement, en temps voulu, d'informations comptables et financières fiables.

Le contrôle interne a, entre autres, pour objectif de prévenir et de maîtriser les risques, tant ceux résultant de l'activité de l'entreprise que les risques d'erreurs et de fraudes. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant pas fournir une assurance absolue que les risques d'erreurs ou de fraudes sont totalement maîtrisés ou éliminés.

La société Medasys bénéficie d'une certification ISO 9001 : 2000.

D'une façon générale, le contrôle interne s'articule sur les délégations de pouvoirs et la séparation des fonctions.

3. Détermination de la rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

Le Conseil de Surveillance a constitué en 2003 un Comité de rémunération composé de Messieurs Yves Couillard et Robert Berthoumieux, tous deux mandataires sociaux indépendants. Il se réunit une fois par an pour fixer la rémunération des dirigeants, déterminer les modalités d'intéressement de ces derniers en liaison avec la réalisation d'objectifs chiffrés, dont l'objet peut varier d'un exercice à l'autre suivant la stratégie poursuivie par la société, et proposer le montant des jetons de présence qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

Un comité de Direction se réunit chaque mois. Il est composé des responsables opérationnels de la société (Président du Directoire, Directeur activités internationales, Directeur général Opérations France, Directeur R&D, Directeur stratégie produits, Directeur qualité et Directeur Administratif et Financier). Le rôle du comité de direction consiste à mettre en œuvre la stratégie de l'entreprise et à prendre des décisions partagées sur les domaines opérationnels. Par ailleurs, les dépenses occasionnées par les différentes fonctions de l'entreprise sont mise sous contrôle principalement par : la procédure « Guide d'achat de produits et de services », et une comptabilité analytique qui met sous contrôle les dépenses des différentes fonctions de l'entreprise.

Les risques opérationnels de la société, de par son activité, sont principalement ceux liés à l'exécution des contrats : risques de dépassement de délais, risques de dépassement de coûts, risques techniques, l'ensemble faisant l'objet d'un suivi permanent par les opérationnels et soumis aux procédures de réception des clients. La Société ne présente pas de risque majeur, notamment en termes d'environnement ou de santé publique.

S'agissant des risques liés à l'établissement d'informations comptables et financières fiables, la Société s'est dotée des moyens de gestion appropriés, y inclus un système de contrôle de gestion analytique. Elle pratique des arrêtés comptables mensuels intégrant systématiquement des rapprochements bancaires.

Chaque filiale est responsable de la production de ses états financiers, du suivi de ses performances par rapport au budget, et de la gestion de son besoin en fonds de roulement. La direction financière du groupe examine les performances dans ces domaines et conseille les directions locales sur les corrections des écarts et anomalies éventuelles.

L'élaboration des comptes consolidés est réalisée par les services internes. Leur établissement est facilité par une structure juridique simple et des flux intra-groupe isolés.

La Société a procédé en 2004 à une refonte complète du manuel de procédures comptables afin de renforcer la séparation des fonctions, adapter les procédures du reporting à la nouvelle organisation par Business Unit et formaliser certains contrôles de prévention et de détection liés notamment à notre procédure de clôture.

Ce manuel continue d'évoluer afin d'intégrer les recommandations qui nous ont été faites et inclure les nouvelles normes IFRS conformément aux options comptables retenues par notre groupe de travail.

Yves Couillard

SFECO & FIDUCIA AUDIT
55, rue Cortambert
75116 Paris

CALAN RAMOLINO & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

**Rapport des Commissaires aux Comptes établi
en application de l'article L225-235 du Code de commerce
sur le rapport du Président du Conseil de surveillance de la société MEDASYS
pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration
et au traitement de l'information comptable et financière**

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société MEDASYS et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Paris et Neuilly, le 14 mai 2007
Les Commissaires aux Comptes

SFECO & FIDUCIA AUDIT
Gilbert BERDUGO

Calan Ramolino & Associés
Bernard SCHEIDECKER

V. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE

5.1 Organes de Direction

5.1.1 Composition des organes d'administration, de direction et de surveillance

Conseil de surveillance

Nom et prénom du membre	Date de 1 ^e nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute société
Yves Couillard, Président	28/12/2000	A l'issue de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011		<i>Président du Conseil de surveillance :</i> BESTFORMATION BIOPROFILE <i>Administrateur :</i> SMS (Solution Micro System)
Alexis Westermann, Vice-Président	28/12/2000	A l'issue de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011	Directeur du Corporate Development °	<i>Chairman :</i> MEDASYS Inc. USA* <i>Président :</i> FORMS MANAGEMENT SYSTEMS <i>Gérant :</i> BLUELINEA
Robert Berthoumieux	28/12/2000	A l'issue de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011		
Gisèle Lucani	28/12/2000	A l'issue de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011		
Jean Mounet	24/06/2002	A l'issue de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011		<i>Membre du Directoire, Directeur Général :</i> SOPRA GROUP <i>Président du SYNTEC Informatique</i>
Hitachi Medical Corp. représentée par Hideki Takahashi	27/05/2005	A l'issue de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010		Filiale de Hitachi Ltd. (Japon)

* Groupe Medasys

° jusqu'au 31 décembre 2006, date à laquelle Monsieur A. Westermann a fait valoir ses droits à la retraite

Conformément à la définition du Rapport Bouton, Messieurs R. Berthoumieux, Y. Couillard et J. Mounet sont des mandataires sociaux indépendants. Les statuts (Article 14) prévoient l'obligation pour un membre du Conseil de surveillance de posséder 25 actions de la société.

Directoire

	Date de 1 ^e nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute société
Jean-Marie Lucani	28/12/2000	27/12/2008	Président du Directoire	<i>Gérant :</i> MEDASYS DIGITAL SYSTEMS Sprl –Belgique* <i>President and CEO :</i> MEDASYS Inc. – USA *
Vincent Bousquet	28/12/2000	27/12/2008	Membre du Directoire Directeur des Opérations Santé	<i>Director :</i> MEDASYS Ltd. – Japon*

* Groupe Medasys

5.1.2 Fonctionnement des organes d'administration, de direction et de surveillance

Le Conseil de surveillance se réunit au moins quatre fois par an pour prendre connaissance des comptes trimestriels et chaque fois que cela s'avère nécessaire en fonction des décisions à prendre.

En 2006, le Conseil de surveillance s'est réuni à quatre reprises (cinq fois en 2005), les 28 février, 28 mars, 7 juillet et 26 octobre . Le taux de présence de ses membres s'est établi à 71% au cours de l'exercice.

Deux représentants du personnel assistent systématiquement à toutes les réunions du Conseil de surveillance.

Les Commissaires aux comptes sont régulièrement convoqués aux réunions du Conseil qui examinent les comptes semestriels et annuels et sont invités à assister à toutes les séances du Conseil de surveillance.

Constitué au début de 2003, le Comité de rémunération, composé de Messieurs Yves Couillard et Robert Berthoumieux, tous deux mandataires sociaux indépendants, se réunit une fois par an pour fixer la rémunération des dirigeants, déterminer les modalités d'intéressement de ces derniers en liaison avec la réalisation d'objectifs chiffrés, dont l'objet peut varier d'un exercice à l'autre suivant la stratégie poursuivie par la société, et proposer le montant des jetons de présence qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

5.2. Intérêts des dirigeants

5.2.1. Rémunération des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance

Jetons de présence

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 27 mai 2005, 48 000 € ont été versés en 2006 aux membres du Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2005.

L'Assemblée Générale du 19 mai 2006 a fixé à 48 000 € le montant annuel des jetons de présence au titre de l'exercice 2006.

Rémunération des dirigeants

La détermination de la politique de rémunération des dirigeants relève de l'appréciation du conseil de surveillance qui en fixe les principes généraux fondés non seulement sur la pratique des marchés dans des secteurs comparables mais encore sur la taille de l'entreprise eu égard notamment à son chiffre d'affaires et à ses effectifs.

La rémunération versée aux dirigeants comporte une partie fixe et une partie variable. La partie fixe de la rémunération tient compte du niveau des responsabilités, de l'expérience et de la performance. La partie variable est déterminée au regard de la réalisation des objectifs de performance globale de la société et des événements liés à chaque exercice.

Les rémunérations brutes versées aux dirigeants au titre de leur mandat social ou au titre de leurs fonctions salariales ont été :

	Rémunération totale perçue au titre de l'exercice 2006	Rémunération totale perçue au titre de l'exercice 2005
Jean-Marie Lucani, Président du Directoire		
Rémunération fixe	185 848 €	180 505 €
Rémunération variable *	91 831 €	117 110 €
Vincent Bousquet, Membre du Directoire, Directeur des opérations Santé		
Rémunération fixe °	135 488 €	125 478 €
Rémunération variable*	24 500 €	23 681 €
Alexis Westermann, Vice-Président du Conseil de Surveillance, Directeur du Développement		
Rémunération fixe	188 500 €	182 000 €
Rémunération variable *	91 831 €	117 110 €
Jetons de présence	8 000 €	8 000 €
Indemnité légale de mise à la retraite	47 125 €	-

* Les primes correspondantes ont été acquises au titre d'exercices antérieurs. Aucune prime n'a été comptabilisée au titre de 2006.

° dont 5 488 € au titre de son mandat de membre du directoire

Autres engagements et avantages

Une provision de 40 000 € a été constituée au 31 décembre 2006 dans le cadre de la mise en place d'un contrat Article 39 en vue d'assurer aux mandataires sociaux un complément de retraite à hauteur de 3% de leur rémunération fixe annuelle, hors partie variable. Un contrat article 83 est également en cours de mise en place afin de permettre aux directeurs de la société de bénéficier d'un complément de retraite par capitalisation. Aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2006 au titre de ce dernier contrat.

Le conseil de surveillance a reconduit les dispositions relatives à l'octroi aux membres du directoire d'une indemnité forfaitaire égale à une année de leur rémunération fixe, toutes primes incluses, au cas où il serait mis fin à leurs fonctions les amenant à quitter le Groupe pour toute autre raison que faute grave.

5.2.2. Options de souscription d'actions conférées aux membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance

L'Assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2003 a approuvé la mise en place d'un nouveau plan d'option de souscription d'actions nouvelles au profit des membres du personnel dans la limite de 2.400.000 options. Ce plan a permis aux intéressés de substituer les options qui leur avaient été accordées dans le cadre des trois précédents plans par un nombre identique d'options de ce 4^e plan. Lors de sa réunion du 1^{er} juillet 2003, le Directoire a attribué la totalité de ces 2.400.000 options nouvelles et déterminé qu'elles seront exerçables du 1^{er} janvier 2004 jusqu'au 31 décembre 2009 au prix de 1,77 €.

A ce jour, les options de souscription d'actions conférées à un des membres du Conseil de surveillance et aux deux membres du directoire portent sur 1.200.000 actions dont aucune n'a été exercée. Elles sont réparties comme suit :

Bénéficiaire	Nombre d'options	Prix	Echéance	Plan n°
Vincent Bousquet	215.000	1,77 €	31/12/2009	4
Jean-Marie Lucani	580.000	1,77 €	31/12/2009	4
Alexis Westermann	405.000	1,77€	31/12/2009	4

5.3. Schémas d'intéressement du personnel

5.3.1. Contrat d'intéressement et de participation

L'accord de participation légale n'a pas encore été mis en place.

5.3.2. Options conférées au personnel

Au 31 décembre 2006, les options consenties et susceptibles d'être exercées représentent 2.252.500 actions, soit 16,1 % du capital. Comme indiqué, ci-dessus au § 5.2.2. toutes les options accordées dans le cadre des précédents trois plans, à l'exception de celles octroyées à certaines personnes ayant quitté le Groupe, ont été substituées au sein d'un seul et même 4^e plan.

	Plan 1 1999	Plan 2 2000 A	Plan 3 2000 B	Plan 4 2003
Date de l'Assemblée	30 juin 1999	30 juin 2000	28 décembre 2000	30 juin 2003
Date du conseil d'administ. ou du directoire	1 ^{er} juillet 1999	30 juin 2000	14 mai 2001	1 ^{er} juillet 2003
Nb. total d'actions pouvant être souscrites	400 000	1 200 000	800 000	2 400 000
par les mandataires sociaux	400 000	550 000	250 000	1 200 000
par les 10 premiers attributaires salariés	-	620 000	362 000	845 000
Point de départ de l'exercice des options	1 ^{er} juillet 1999	1 ^{er} avril 2001	31 décembre 2001	1 ^{er} janvier 2004
Date d'expiration	30 juin 2004	31 mars 2007	31 décembre 2007	31 décembre 2009
Prix de souscription	2,11 €	2,62 €	2,00 €	1,77 €
Modalités d'exercice	-	50% du 01/04/2001 au 31/03/2006 50% du 01/04/2002 au 31/03/2007	50% du 31/12/2001 au 31/12/2006 50% du 31/12/2002 au 31/12/2007	Substitution des options issues des précédents plans
Nombre d'actions souscrites	-	-	-	-
Nombre d'options substituées	400 000	905 000	785 000	-
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2006	-	147 500	15 000	2 090 000
Total des options exerçables au 31 décembre 2006			2 252 500	

Aucune option n'a été exercée depuis la mise en place des plans ci-dessus.

5.4. Responsables du contrôle des comptes de MEDASYS

Commissaires aux Comptes titulaires

- Sfeco & Fiducia Audit,
représenté par Gilbert Berdugo
55, rue Cortambert, 75116 - Paris
Date du premier mandat : 27 juin 2001
Date d'expiration du mandat : Assemblée d'actionnaires
statuant sur les comptes de l'exercice 2006*.

- Calan Ramolino & Associés,
Membre de Deloitte & Touche
représenté par Bernard Scheidecker
191, avenue Charles de Gaulle, 92200 - Neuilly
Date du premier mandat : 8 juin 1993
Date d'expiration du mandat : Assemblée d'actionnaires
statuant sur les comptes de l'exercice 2010.

Commissaires aux Comptes suppléants

- Gilbert Metoudi
50, rue de Picpus, 75012 - Paris
Date du premier mandat : 27 juin 2001
Date d'expiration du mandat : Assemblée d'actionnaires
statuant sur les comptes de l'exercice 2006*.

- BEAS
7, villa Houssay, 92200 - Neuilly
Date du premier mandat : 27 mai 2005
Date d'expiration du mandat : Assemblée d'actionnaires
statuant sur les comptes de l'exercice 2010.

* Le renouvellement des mandats des commissaires aux comptes concernés est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 29 mai 2007 (6^e et 7^e résolutions)

Honéraires des Commissaires aux comptes

€'000	Sfeco & Fiducia Audit						Calan Ramolino & Ass.					
	Montant			%			Montant			%		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	57	72	76	100%	100%	76%	45	73	60	100%	100%	71%
Missions accessoires			24	0%	0%	24%			24	0%	0%	29%
Total	57	72	100	100%	100%	100%	45	73	84	100%	100%	100%

Huitième résolution – Autorisation au directoire en vue de permettre à la société d'opérer sur ses propres actions

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du directoire, autorise la société, conformément aux dispositions des articles L. 225-09 et suivants du Code de Commerce et à celles du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, à acquérir un nombre maximal d'actions représentant jusqu'à 10% du nombre des actions composant son capital social.

Le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 6 € par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par division ou regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence. Le montant maximal alloué à la mise en œuvre du programme de rachat d'actions, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2005, s'élève ainsi à 8 389 866 €.

La présente autorisation, qui est donnée pour une période de 18 mois à dater de la présente assemblée, a pour objet de permettre à la société d'intervenir sur ses propres actions en vue de:

- l'animation du marché de l'action de la société par un prestataire de service d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- la conservation des actions acquises pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe, notamment afin de faciliter une prise de participation ou de contrôle par voie d'échange de titres,
- la cession de ses actions aux salariés et mandataires sociaux du groupe dans les conditions et modalités prévues par la loi dans le cadre de plans d'achat ou d'attribution d'actions bénéficiant à ces personnes,
- la remise des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens immédiatement ou à terme, par conversion, exercice, remboursement ou échange, à l'attribution d'actions de la société, dans les conditions prévues par les autorités de marché,
- toute autre finalité autorisée par la loi ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'Autorité des Marchés Financiers.

Les actions pourront à tout moment dans le respect de la réglementation en vigueur, y compris en période d'offre publique d'achat ou d'échange initiée par la société ou visant les titres de celle-ci, dans les conditions et limites, notamment de volume et de prix, prévues par les textes à la date des opérations considérées, être conservées, ou acquises, cédées, échangées ou transférées, que ce soit sur le marché, de gré à gré ou autrement, par tous moyens et, notamment par transfert de blocs, par des opérations optionnelles ou par utilisation de tout produit dérivé. La part maximale du capital acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme.

Le directoire informera les actionnaires, lors de l'assemblée générale annuelle, des achats ou transferts d'actions ainsi réalisés ainsi que de l'affectation des actions acquises aux différents objectifs poursuivis.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au directoire, avec faculté de délégation dans les conditions fixées par la loi, afin de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de tout autre organisme, et, plus généralement, remplir toutes formalités nécessaires pour l'application de la présente autorisation.

L'assemblée générale confère également tous pouvoirs au directoire, si les textes venaient à étendre ou compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de préparer et faire viser par l'Autorité des Marchés Financiers une note rectificative comprenant ces objectifs modifiés.

La présente autorisation met fin, avec effet immédiat, à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2006, dans sa 11^e résolution, d'acheter des actions de la société.

Neuvième résolution - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès verbal certifié conforme pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités prévus par la loi et nécessaires à la mise en œuvre des résolutions qui précèdent.



**Espace Technologique de Saint-Aubin
91193 –Gif-sur-Yvette**

medasys.com